

# LE CH RETROUVE SES REPÈRES SPORTS



## LA PRESSE

EXCLUSIF

LES MAISONS D'HÉBERGEMENT DÉBORDENT

# PLUS DE FEMMES POUSSÉES À LA RUE

L'itinérance au féminin prend des proportions alarmantes  
« et on n'est pas encore en hiver ».

PAGE A2



La violence, Nancy ne la connaît que trop bien.  
« C'est rendu rough dehors », avoue-t-elle.

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE



ÉLECTIONS MUNICIPALES 2013

## MARCEL CÔTÉ AVOUE SES TORTS

Il s'excuse pour les appels automatisés faits par son équipe. Insuffisant, disent ses adversaires. Et une plainte est déposée auprès du DGE.

PAGE A3

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

PONT CHAMPLAIN  
**D'AUTRES VOIX CONTRE  
LE PÉAGE** PAGE A16

ARCADE FIRE / REFLEKTOR  
**DU ROCK, DE L'ÉLECTRO ET UN SOUFFLE  
DES ANTILLES** ARTS

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

## 1 MILLIARD

Québec injectera cette somme pour relancer le secteur manufacturier. Il ciblera, entre autres, 300 entreprises au fort potentiel de développement.

AFFAIRES

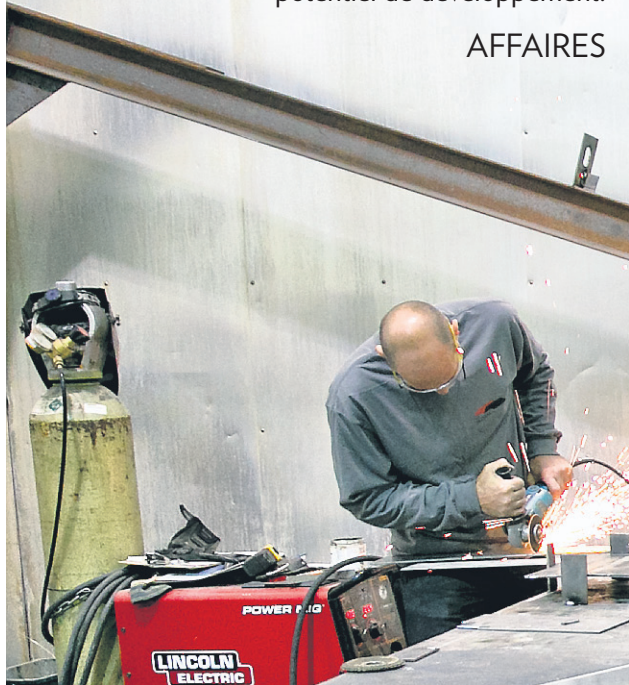


PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE



FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA  
**LES RÉPONSES  
DE DUMONTIER  
ET DE DOLAN** ARTS

PHOTO TIZIANA FABI, AGENCE FRANCE-PRESSE



LITTÉRATURE  
**LE NOBEL  
À ALICE  
MUNRO**

C'est la première Canadienne à recevoir cet honneur

ARTS

PHOTO CHAD HIPOLITO, LA PRESSE CANADIENNE

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

« Je ne connais pas les nouvelles d'Alice Munro, mais je connais celles de Sophie Thibault. »  
—Stephen Harper

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



LV 6 21924 98765 1



RBC Banque Royale

LES VOYAGEURS<sup>MC</sup> ONT LA LIBERTÉ DE  
CHOISIR LEUR COMPAGNIE  
**AÉRIENNE**



[RBC.COM/VOYAGES](http://RBC.COM/VOYAGES)

## ACTUALITÉS

## L'ITINÉRANCE AU FÉMININ

23 À 40 %

des itinérants seraient des femmes à Montréal, selon un récent portrait dressé par le Y des femmes.

49

raccourcissements en ambulance pour des femmes sans-abri ont été demandés par La rue des femmes en 2012-2013.

50 %

des femmes hébergées d'urgence par le Y des femmes provenaient des diverses communautés ethnoculturelles, selon le rapport annuel de l'organisme.

76 %

des femmes hébergées d'urgence par le Y des femmes présentaient des problèmes de santé mentale ou physique.

## LES REFUGES POUR FEMMES DÉBORDENT



GABRIELLE DUCHAINE

## EXCLUSIF

Des dizaines de femmes itinérantes ont été forcées de passer la nuit dehors dans les derniers mois parce qu'elles ont été refoulées aux portes de maisons d'hébergement pleines à craquer. Le problème est devenu si grave à Montréal qu'un centre a dû refuser 30 femmes en deux jours cette semaine, tandis qu'un autre en est rendu à installer des matelas de fortune par terre dans les couloirs et les salles communes.

« Et on n'est pas encore en hiver », prévient Anne-Gaël Whiteman, intervenante à La rue des femmes.

L'organisme a tout tenté pour trouver un lit à toutes celles qui frappent à sa porte. En vain. Depuis quelque temps, la salle d'activité du centre d'hébergement, rue Jeanne-Mance à Montréal, se transforme en dortoir de fortune dès la nuit tombée. Même chose pour la salle de déjeuner, où on installe des matelas de plastique à même le sol avec quelques couvertures pour accueillir plus de pensionnaires. Trois autres dorment par terre dans le couloir qui relie les chambres aux bureaux administratifs. Malgré cela, plusieurs femmes n'ont pas de place.

« Chaque année, on refuse plus de monde », déplore Suzanne Bourret, coordonnatrice à l'organisme. Le week-end dernier, le

taux d'occupation a atteint 400 %. « C'est nouveau, qu'on monte aussi haut », s'inquiète M<sup>me</sup> Bourret.

Même son de cloche au Chaînon qui, malgré 12 lits d'urgence, a refusé 94 demandes d'hébergement en septembre et une centaine en août. L'Auberge Madeleine, qui compte 19 places, a rejeté 30 appels en deux jours cette semaine.

« Elles sont obligées de se cacher ou de marcher toute la nuit. Si elles s'arrêtent, elles deviennent des proies. » — Anne-Gaël Whiteman, intervenante

Bien qu'il n'existe aucun chiffre récent sur le phénomène de l'itinérance féminine dans la métropole, il y a de plus en plus de femmes à la rue, affirment les intervenants du milieu. La hausse constante des demandes d'hébergement en est la preuve. Autre indice : 103 femmes jamais vues auparavant se sont adressées à La rue des femmes cette année. Elles sont mal en point, de plus en plus âgées, et souvent immigrantes.

## Plusieurs dangers

Pour ces femmes, les risques liés au fait de passer la nuit dehors sont énormes. « Elles sont obligées de se cacher ou de marcher toute la nuit. Si elles s'arrêtent, elles deviennent des proies », raconte Anne-Gaël Whiteman. Une

femme lui a raconté s'être réveillée en sursaut dans un parc parce qu'un homme urina sur elle, un soir où elle n'avait pas trouvé de place dans un refuge. Une autre a dû coucher avec trois hommes en échange d'un lit.

« On n'a jamais eu autant de femmes qui se font battre dans la rue. C'est de plus en plus violent. »

Cette violence, Nancy, ou Grenouille comme on l'appelle dans la rue, la vit au quotidien. Elle a 40 ans. Elle est sans-abri depuis maintenant six ans. Depuis qu'on lui a retiré la garde de sa quatrième et dernière fille. Ses autres enfants avaient été adoptés depuis longtemps. « C'est rendu rough dehors », dit-elle, assise à une table de la salle à déjeuner de La rue des femmes. Elle y passe environ quatre nuits sur sept. Lorsqu'elle n'a pas de place ou qu'elle décide de ne pas y aller, elle ne dort tout simplement pas.

« Je prends de la drogue pour rester éveillée ou je me prostitue et je passe la nuit

chez un client en qui j'ai vraiment confiance. Je ne suis pas capable de dormir dehors. J'ai encore un orgueil. »

Elle est formelle. Une femme ne peut dormir seule dans un parc sans se faire invectiver.

Mais avec 6000 itinérantes dans la métropole, selon des chiffres qui datent toutefois de plus de 10 ans, et seulement 500 places en refuge, elles sont nombreuses à coucher dehors.

La rue des femmes annoncera mardi la construction d'un nouvel hébergement d'urgence. On ne s'attend toutefois pas à ce que les 10 nouvelles places d'abord disponibles soient suffisantes pour stopper l'hémorragie. « Une fois que le mot sera passé dans la rue, on va recevoir plus de demandes », soupire le responsable des communications, Manuel Harauchamps.



PHOTOS DAVID BOILY, LA PRESSE

Le centre La rue des femmes a dû refuser de nombreuses demandes d'hébergement ces derniers temps.



Une conseillère et dramathérapeute du centre se prépare pour une séance avec un groupe de femmes.



La rue des femmes ajoutera d'urgence 10 places à sa capacité d'accueil, ce qui serait loin de suffire aux besoins grandissants constatés par les intervenantes.



**BVLGARI**  
OCTO  
ETERNAL VALUES



**CHÂTEAU D'IVOIRE**

JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651  
SANS-FRAIS | 888 883 8283  
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?  
[nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

## SOMMAIRE

Amusez-vous! ARTS 9  
Astrologie du jour AFFAIRES 11  
Bourses AFFAIRES 8  
Débats A22-23-24  
Décès AFFAIRES 10-11  
Horaires cinéma ARTS 6-7

Horaires télévision ARTS 10  
Loteries A20  
Monde A20-21 et 25  
Petites annonces AFFAIRES 4 et 9  
Sudoku AFFAIRES 4

## Météo

Ensoleillé, maximum 21. AFFAIRES 9



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Marcel Côté affirme que l'entreprise qu'il a mandatée pour la campagne téléphonique avait bel et bien reçu la directive de déclarer que l'appel avait été payé et autorisé par l'agent officiel du parti Coalition Montréal. C'est le pigiste enregistrant les voix qui aurait commis l'omission.

# Côté prend le blâme pour les appels automatisés contre Bergeron



DAPHNÉ CAMERON

Le candidat à la mairie Marcel Côté admet que son équipe était derrière une campagne d'appels automatisés anonymes négatifs à l'endroit de Richard Bergeron. Cette pratique contrevient à la Loi électorale, puisque toutes les dépenses électorales publicitaires doivent mentionner le nom de l'agent officiel du parti.

Marcel Côté s'est excusé hier, mais ses adversaires n'en démordent pas. Le parti Projet Montréal a porté plainte au Directeur général des élections du Québec, à Élections Montréal et au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

« Ces procédés vicieux, mensongers et illégaux sont indignes d'un candidat à la mairie de Montréal », a déclaré

Richard Bergeron devant les locaux du CRTC où il est allé déposer une plainte en début d'après-midi.

Denis Coderre a aussi annoncé qu'il porterait plainte au Directeur général des élections.

L'affaire s'est produite mercredi, entre 17h30 et 17h45, aux dires de Marcel Côté. En tout, 980 appels ont été faits, principalement chez des citoyens de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

Si le répondant choisissait Richard Bergeron, il était ensuite redirigé vers cette question:

« Saviez-vous que les élus de Projet Montréal font l'objet d'une controverse pour le financement d'un organisme? Appuyez-vous cette façon de faire? »

Dans cet appel, l'équipe de Marcel Côté fait référence à une plainte déposée par un citoyen à l'Escouade de protection de l'intégrité muni-

cienne, a expliqué M. Côté. Il a aussi précisé qu'il n'avait pas personnellement approuvé le contenu des questions, mais les « assume » *a posteriori*. « Je n'ai rien à dire contre le questionnaire, c'est un bon questionnaire qui a testé les caractéristiques du maire recherché, les forces et les faiblesses des différents partis. »

Lorsque son équipe s'est rendu compte de cette « erreur », les appels ont cessé. Le DGE a été avisé, soutient Côté. « Nous sommes en train de téléphoner aux 980 personnes appelées pour nous excuser. »

« M. Côté ment. Dire qu'il a fait un sondage, c'est faux, a protesté Raymond Guardia, le directeur de campagne de Projet Montréal. Ce qu'il a fait, c'est du pointage, du pointage qui vise à identifier les sympathisants d'un adversaire qui vont ensuite livrer un message dégueulasse qui les décourage d'aller voter. »

« Est-ce que l'on veut amener la démocratie québécoise montréalaise au même niveau que les républicains l'ont amenée aux États-Unis? », a ajouté Richard Bergeron. C'est à la population de répondre. Est-ce que vous voulez qu'on descende aussi bas que le Tea Party américain? »

« Ces procédés vicieux, mensongers et illégaux sont indignes d'un candidat à la mairie de Montréal. » — Richard Bergeron

Radio-Canada a publié le libellé de cet appel, tel que rapporté par un sympathisant de Projet Montréal, Karel Mayrand: « Bonjour, nous effectuons présentement un sondage indépendant. Qui pensez-vous appuyer à l'élection du 3 novembre? Pour Richard Bergeron, faites le 1. »

Radio-Canada a publié le libellé de cet appel, tel que rapporté par un sympathisant de Projet Montréal, Karel Mayrand: « Bonjour, nous effectuons présentement un sondage indépendant. Qui pensez-vous appuyer à l'élection du 3 novembre? Pour Richard Bergeron, faites le 1. »

Marcel Côté affirme que MTA, la firme privée qui a mené les appels, avait bel et

« Sondage interne »

Lors d'un point de presse en fin après-midi, Marcel Côté a insisté sur le fait qu'il s'agissait plutôt d'un « sondage interne » qui visait à prendre le pouls de la population. Si les répondants indiquaient qu'ils votaient pour Denis Coderre ou Mélanie Joly, d'autres « lignes » étaient



Lise St-Denis, députée de Saint-Maurice-Champplain.



Paul Dewar, député du Nouveau Parti démocratique.

## D'autres politiciens ont déjà eu recours au stratagème

400 000\$ en amendes

Depuis que le CRTC a mis sur pied la Liste nationale des numéros de télécommunication exclus du Canada, l'organisme a imposé quelque 400 000\$ d'amendes à diverses formations politiques, dans le cadre d'une enquête sur les partis qui utilisent les appels automatisés pour transmettre un message, sans identifier la provenance des appels.

Nouveau Parti démocratique

En juillet dernier, le CRTC a imposé 10 000\$ d'amende à l'entreprise Strategic Communications, embauchée en janvier 2012 par le Nouveau Parti démocratique pour effectuer des appels automatisés. La formation politique envoyait alors un appel aux citoyens de la circonscription de la députée fédérale Lise St-Denis, qui avait quitté le caucus du parti pour se joindre aux libéraux. L'appel automatisé invitait les citoyens à composer le 1 s'ils étaient en désaccord avec la décision de M<sup>me</sup> St-Denis. L'appel était alors directement redirigé vers son bureau de circonscription. Rien n'indiquait que le NPD payait cet appel. Plus tôt, la formation politique avait quant à elle payé 40 000\$ d'amende pour cette infraction.

Paul Dewar

Le député néo-démocrate Paul Dewar a dû payer une amende de 7000\$ au CRTC puisqu'il a envoyé pendant la course à la direction du parti, les 8 et 9 février 2012, un appel automatisé aux membres du parti pour collecter de l'information. Rien n'indiquait qui était derrière cet appel, ce qui contrevient aux règles de la commission.

Pierre Poutine

Lors de la dernière campagne électorale fédérale, des citoyens de plusieurs régions du Canada ont reçu des appels automatisés non identifiés. Des milliers d'entre eux se sont plaints à Élections Canada, dont plusieurs résidents de Guelph, en Ontario, qui ont reçu un appel d'un certain Pierre Poutine, d'un numéro enregistré à Joliette, leur indiquant que leur bureau de vote avait été déplacé. Cette information était fautive. L'adjoint du candidat conservateur dans cette circonscription, Michael Sona, a depuis été accusé au palais de justice d'avoir tenté d'empêcher des électeurs de participer aux élections. L'homme affirme être le bouc émissaire du Parti conservateur. —Hugo Pilon-Larose



# BUICK



## LA GRANDE LIQUIDATION NOUVEAUX PAIEMENTS RÉDUITS



### BUICK VERANO 2013

RABAIS DE LIQUIDATION **3000**\$<sup>1</sup>

PLUS 1500\$<sup>2</sup> DE RABAIS LOYAUTÉ



### BUICK ENCORE 2013

RABAIS DE LIQUIDATION **1500**\$<sup>1</sup>

LE MIEUX CLASSÉ AUX É.-U. EN MATIÈRE DE QUALITÉ INITIALE  
PARMI LES MULTISEGMENTS SOUS-COMPACTS (EX ÆQUO)<sup>3</sup>.



## FINANCEMENT À L'ACHAT **2,99** % JUSQU'À 84 MOIS<sup>4</sup>

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS  
AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE  
**110000 KM/6 ANS**  
SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.  
Demandez au concessionnaire les détails de la garantie limitée.

L'EXPÉRIENCE  BUICK

[contacterbuick.ca](http://contacterbuick.ca)

**L'Association des concessionnaires Buick du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit.** Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2013 Verano (4PG69/1SB) et Encore (4JU76/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 550 \$) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Ces offres s'adressent aux particuliers du Canada seulement, du 4 septembre 2013 au 31 octobre 2013. Le rabais (3 000 \$ pour Verano et 1 500 \$ pour Encore ; avant les taxes) est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant, valide pour les modèles 2013 neufs et destiné aux particuliers seulement. Autres rabais offerts sur la plupart des modèles. 2. L'offre est en vigueur du 3 juillet au 30 septembre 2013 uniquement (la « durée du programme »). Elle s'adresse aux particuliers résidant au Canada, propriétaires ou actuellement locataires (pendant la durée du programme) d'une Pontiac G3/Wave, G5/Pursuit, G6, G8, Sunfire, Solstice, Vibe, Grand Am, Grand Prix ou Bonneville, qui recevront 1 500 \$ de rabais à l'achat, la location ou la commande à l'usine d'un véhicule admissible neuf, soit une Buick Lacrosse, Verano ou Regal 2013, qui doit être livré ou commandé à l'usine pendant la durée du programme. Limite d'un (1) seul rabais par véhicule admissible vendu. Cette offre est transférable à un membre de la famille immédiate habitant à la même adresse (preuve exigée). Cette offre n'est pas monnayable et ne peut être combinée avec certaines autres offres incitatives portant sur les véhicules GM. Le rabais de 1 500 \$ comprend les taxes applicables (TPS, TVH, TVQ ou TVP, selon la province). Dans le cadre de la transaction, le concessionnaire demandera des preuves d'immatriculation ou d'assurance des véhicules dont le client est déjà propriétaire. Nul là où la loi l'interdit. D'autres conditions et restrictions s'appliquent. 3. Le modèle Buick Encore a connu le plus faible taux de problèmes par 100 véhicules dans la catégorie des multisegments sous-compacts (ex æquo) dans le cadre de l'étude *Initial Quality Study*<sup>MS</sup> 2013 de J.D. Power menée aux États-Unis. Cette étude s'appuie sur les réponses de 83 442 propriétaires de véhicules neufs totalisant 230 modèles différents, et enregistre les opinions après 90 jours d'utilisation. Les résultats de cette étude sont basés sur les expériences et les perceptions des propriétaires sondés de février à mai 2013. Votre expérience peut être différente. Visitez [jdpower.com](http://jdpower.com). 4. Financement à l'achat jusqu'à 84 mois à un taux de 2,99%, sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia<sup>MD</sup> ou de RBC Banque Royale<sup>MD</sup>. Exemple: basé sur un financement à l'achat de 21 269 \$ pendant 84 mois à un taux de 2,99%, le paiement aux deux semaines est de 130 \$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 2 346,51 \$, et l'obligation totale est de 23 615,51 \$. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez [gm.ca](http://gm.ca).**

# « Ils sont tellement pense-petit »

En entrevue éditoriale, Richard Bergeron critique le manque d'ambition de ses adversaires

KARIM BENEISSAIEH

Avant d'être l'homme du tramway, Richard Bergeron se décrit comme celui de l'« ambition pour Montréal », le maire qui voudrait freiner le déclin de la métropole et lui « réapprendre à faire ».

En entrevue éditoriale à *La Presse*, le chef de Projet Montréal s'enflamme quand on le décrit comme le politicien d'une seule idée, ce réseau de 15 km de tramway qu'il promet pour 2017 au coût de 1 milliard.

« Ce sont mes opposants qui ont répandu cette idée que, comme je défendais le tramway, j'étais contre les autres modes, dit le candidat à la mairie. Je n'ai jamais parlé contre l'autobus, le métro ou le SRB. Ça fait partie du coffre à outils de ceux qui pensent la ville. Je suis quand même un expert des questions de transports. Il se trouve que je suis urbaniste, je suis quand même dans mes terres. »

Mais il y tient, à ce fameux tramway qui permettrait de « monter d'un cran » le réseau des transports collectifs. Qu'il soit le seul à être convaincu de sa faisabilité ne le démonte pas. « J'ose dire que le meilleur expert de ces choses-là au Québec, c'est quand même moi. Ça fait 14 ans que je travaille là-dessus. J'en ai travaillé un coup. »

Trois raisons pourraient l'empêcher de concrétiser son



Si Montréal a réussi à construire tout son réseau de métro en quatre ans à partir de 1962, Richard Bergeron estime possible de se doter d'un tramway d'ici 2017.

projet: que Québec décrète qu'il ne relève pas de la Ville, qu'il bloque le règlement d'emprunt d'environ 750 millions et qu'une levée de boucliers citoyenne tue le projet.

## « Zéro réaction » de la population

S'il est élu maire, il ira cogner à la porte de Québec et ne se contentera pas d'un non poli. « Si le gouvernement dit qu'il manque d'argent, je vais lui

répondre: "Ce n'est pas vrai. Tu me racontes des blagues." » « Le projet Turcot est passé de 800 millions à 3,7 milliards. C'est la déraison absolue. Le gouvernement fédéral annonce un pont à 5 milliards. Un pont à 5 milliards, ça n'existe nulle part sur la planète. »

Cette inflation galopante des projets routiers, il l'attribue à des « calculs politiques à courte vue », pour plaire aux banlieusards. « Si tu annonces 1

milliard aux automobilistes, ils vont être contents. Si tu annonces 3, ils vont être encore plus contents. Si tu en annonces 3,7 milliards, alors là, ils vont être aux anges. »

Entendre les hauts cris de ceux qui dénoncent le coût du tramway le hérisse. Il s'insurge contre le fait que l'argent mis dans la réfection routière soit automatiquement perçu comme « du développement économique ». « Tout le monde est

tombe dans ce piège-là. On fait passer le prix de Turcot de 800 millions à 3,7 milliards, zéro réaction. Mais dès que je parle d'investir dans le transport collectif, tout le monde est à fleur de peau. Personne ne réagit devant des choses si déraisonnables, et tout le monde met en doute des choses fort raisonnables que j'avance. »

## Ses rivaux, des « pense-petit »

Si Montréal a réussi à construire tout son réseau de métro en quatre ans à partir de 1962, il estime possible de se doter d'un tramway d'ici 2017. « Il faut réapprendre à faire, il faut arrêter d'étudier [...] On a déjà su faire, et bien faire. Quatre ans, c'est amplement suffisant. Alain Juppé n'a mis que quatre ans pour le faire à Bordeaux. Les études sont faites, c'est très avancé, la configuration, tout ça est fait. »

Il dénonce du même coup le manque d'ambition de ses trois principaux adversaires, qui se contentent selon lui de mesures timides pour contrer l'exode de 22 000 personnes par année vers la banlieue. « Ils nous disent que Montréal est petit, pauvre, sans avenir. On veut retenir les familles, on parle de bonifier les programmes. Ça ne suffit pas, il faut créer de nouveaux quartiers. Ils sont tellement pense-petit, ils ont tellement peur de l'avenir. »

## CE QU'IL A DIT

### SUR DENIS CODERRE

« C'est mon antithèse. Il n'y a pas deux personnes plus différentes que moi et Denis Coderre. Il n'y a pas un mot qui sorte de sa bouche qui ne soit pas l'exact contraire de ce que je dirais. Moi, je ne suis toujours pas un politicien de métier, alors que Denis Coderre n'a fait que ça toute sa vie. Il connaît des recettes et il les applique. »

### SUR SON AVENIR POLITIQUE

S'il est battu à la mairie, va-t-il accepter de siéger encore quatre ans dans l'opposition? « Je ne réponds pas à cette question. Je vais gagner cette élection [...] On a toutes les raisons d'être enthousiastes, et d'avoir confiance qu'on va remporter la prochaine élection. »

### SUR LE MÉTRO DE MONTRÉAL

« J'ai une affection et une admiration pour le métro, et tous ceux qui m'accompagnent ont droit à une description en long et en large de la station dans laquelle on se trouve. J'attire leur attention sur chaque détail, sur chaque faute, sur chaque chose qui m'est douloureuse. Vous ne pouvez pas imaginer le niveau d'affection et même de dévotion que j'ai envers le métro de Montréal. »

### SUR LE DÉCLIN DE MONTRÉAL

« Il y a un lent déclin, qui graduellement amène Montréal à être un gros Milwaukee [...], une grosse ville un peu banale. Vous ne pouvez pas, année après année, extraire de la ville ses classes moyennes. C'est 22 000 personnes par année. Les besoins sont de plus en plus grands, à cause de cet appauvrissement, et les entrées d'argent de plus en plus limitées. Je propose de remplacer ce cercle vicieux par un cercle vertueux. »

les OCCASIONS de l'automne

DEMAIN SEULEMENT  
— LE SAMEDI 12 OCTOBRE —

**10%** DE RABAIS À L'ACHAT DE

**2 BOUTEILLES OU PLUS DE VIN DU CHILI**

AUSSI APPLICABLE AUX VINS CHILIENS DÉJÀ RÉDUITS

La modération a bien meilleur goût.

Educ **Valcool**

Vinos de Chile Le choix naturel

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS **SAQ**

**18+** Exclut de cette offre: titulaires de permis, SAQ Dépôt, agences de la SAQ et comptoirs Vin en vrac. L'offre Obtenez 10% de rabais à l'achat de 2 bouteilles ou plus de vin du Chili est en vigueur le samedi 12 octobre 2013 seulement et s'applique uniquement aux vins du Chili offerts en succursale et dans SAQ.COM. Le rabais de 10% est calculé sur le prix courant. Offre en vigueur jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Ne peut être convertie en crédit. La SAQ peut mettre fin à cette offre en tout temps. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Achats non cumulatifs. Aucune substitution possible. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

PAUL DESMARAIS 1927-2013

# Une grande perte pour le monde de l'éducation

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Le décès de l'homme d'affaires Paul Desmarais représente une grande perte pour le monde de l'éducation au Canada, ont déploré des acteurs importants de ce secteur.

L'alma mater de M. Desmarais, l'Université d'Ottawa, a été la première à faire parvenir ses condoléances à la famille. Le défunt y avait étudié le commerce à la fin des années 40, alors que l'établissement était un point de rassemblement pour les jeunes Franco-Ontariens qui faisaient des études universitaires.

Mercredi, le recteur de l'Université d'Ottawa, l'ex-ministre libéral Allan Rock, a rendu hommage à l'« un de nos plus illustres diplômés ».

« M. Desmarais a toujours parlé avec fierté des liens familiaux solides qui l'unissaient à l'Université d'Ottawa, où son père, ses frères et ses petits-enfants ont [aussi] étudié », a-t-il ajouté.

L'un des plus importants pavillons de l'établissement situé au centre-ville d'Ottawa a pris le nom de Desmarais, pour remercier la famille de son soutien moral et financier. Il abrite notamment la Faculté de gestion.

L'Université de Montréal doit aussi une fière chandelle à Paul Desmarais.

Hier, le recteur Guy Breton a remercié l'homme d'affaires pour sa contribution au développement de l'université.

« M. Desmarais et sa famille ont été aux côtés de l'Université de Montréal depuis des décennies, a-t-il affirmé par voie de communiqué. Ils ont été des pionniers de la philanthropie au Québec et ont bien compris le rôle transformateur que peut jouer un partenaire de nos établissements. Sensible à la culture, à la science et au pouvoir de l'éducation pour l'avancement de toute la société, M. Desmarais n'a jamais ménagé ses efforts pour soutenir notre université. »

L'Université McGill, pour sa part, mettra ses drapeaux en berne le jour des funérailles de M. Desmarais. Sa nouvelle rectrice, Suzanne Fortier, a souligné l'appui de la famille à différentes facultés de l'institution au fil des ans.

Il avait reçu un doctorat honorifique de McGill en 1992.



PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, ARCHIVES LA PRESSE  
« M. Desmarais a toujours parlé avec fierté des liens familiaux solides qui l'unissaient à l'Université d'Ottawa », a dit mercredi le recteur de l'Université d'Ottawa, l'ex-ministre libéral Allan Rock.

## LE POIDS MÉDIA DE L'ANNONCE DE LA MORT DE PAUL DESMARAIS

155

Le nom de Paul Desmarais a été mentionné dans 155 articles dans les journaux du Québec, hier, plus que durant toute l'année qui a précédé (104 articles). Son nom est apparu trois fois plus souvent que celui de la première ministre, Pauline Marois, au second rang.

86

Power Corporation est l'entreprise dont il a été le plus question dans les journaux, hier. Son nom est cité dans 86 articles. En temps normal, elle fait l'objet d'environ une mention tous les deux jours.

## FUNÉRAILLES

### Paul Desmarais aura droit aux plus grands honneurs

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Mort à l'âge de 86 ans mardi soir, Paul Desmarais aura droit aux plus grands honneurs le jour de ses funérailles: le drapeau qui flotte sur la Tour de la Paix de l'édifice du Parlement à Ottawa sera mis en berne de l'aube jusqu'au crépuscule.

Décrié par plusieurs comme un titan du monde des affaires, un grand philanthrope et un visionnaire, M. Desmarais aura droit à cette marque de respect parce qu'il était membre du Conseil privé, a confirmé à *La Presse* le directeur du cérémonial d'État et du protocole du ministère du Patrimoine, Joel Girouard.

Déjà, les drapeaux qui flottent sur tous les édifices et établissements du gouvernement du Canada dans la MRC de Charlevoix-Est ont été mis en berne dans la foulée de l'annonce officielle de sa disparition, mercredi. Ils le demeureront d'ailleurs jusqu'au crépuscule le jour des funérailles. La date des obsèques n'a pas encore été annoncée.

### Conseil privé

Propriétaire de Power Corp., M. Desmarais a été nommé au Conseil privé le 1<sup>er</sup> juillet 1992 à l'occasion de la visite de la reine Élisabeth II afin de souligner le 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération. Elle avait d'ailleurs présidé une cérémonie spéciale de prestation de serment à Rideau Hall, la résidence officielle du gouverneur général.

Rappelons que le Conseil privé est formé des ministres du cabinet, anciens et actuels, ainsi que d'un certain nombre de personnes de marque. Les membres sont nommés à vie par le gouverneur général, sur recommandation du premier ministre. Après leur prestation de serment, les conseillers privés portent le titre de « honorable » pour la vie et font suivre leur nom des initiales C.P., peut-on lire sur le site internet du gouverneur général.



# LA VENTE D'UN JOUR DE MERCEDES-BENZ

Profitez d'offres exceptionnelles le lundi de l'Action de grâce. Le 14 octobre de 9 h à 18 h seulement.

Visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal pour plus de détails.



Mercedes-Benz

MONTRÉAL  
Automobiles Silver Star Inc.  
7800, boul. Décarie, Montréal  
514 735-1199

LAVAL  
Mercedes-Benz Laval  
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval  
450 681-2500

RIVE-SUD  
Mercedes-Benz Rive-Sud  
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park  
450 672-2720

WEST ISLAND  
Mercedes-Benz West Island  
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux  
514 620-5900

BOUCHERVILLE  
Duval Mercedes-Benz  
1530, rue Ampère, Boucherville  
450 449-0222

BLAINVILLE  
Mercedes-Benz Blainville  
10000, rue du Plein-Air, Mirabel  
450 435-1313

# Couillard défend un candidat rencontré par l'UPAC



TOMMY CHOUINARD

EXCLUSIF

QUÉBEC — Le candidat libéral fraîchement investi dans Argenteuil, Yves St-Denis, a été rencontré par l'UPAC l'an dernier, mais son intégrité ne fait pas de doute aux yeux du chef Philippe Couillard à la lumière de ses vérifications.

Yves St-Denis est président de la commission scolaire des Affluents (CSA), dans Lanaudière. Au début de 2012, deux enquêteurs de l'UPAC l'ont rencontré au sujet d'un contrat de 465 000 \$ que la CSA a accordé à Rogers Communications pour l'achat et l'entretien de 300 téléphones cellulaires. Or, M. St-Denis détient 10 % des parts dans la boutique Rogers de Terrebonne, qui profite en partie du contrat. Et la soumission de Rogers était 15 000 \$ plus élevée que celle du concurrent Telus.

En entrevue à *La Presse*, M. St-Denis a nié s'être placé en situation de conflit

PHOTOS JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE ET COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS  
Selon le chef du PLQ Philippe Couillard, l'intégrité d'Yves St-Denis (à droite) ne fait pas de doute.

d'intérêts. Il n'a pas participé à la prise de décision. Il n'était pas membre du comité de sélection. « J'ai tellement fait ça dans les règles que c'est ça qui a allumé mes opposants politiques », a-t-il plaidé. Il a fait valoir qu'en vertu de règles gouvernementales, d'autres critères que le prix ont été pris en considération, si bien que la soumission de

Rogers avait, finalement, « le meilleur prix ajusté ».

« Il n'y a jamais eu de perquisition » de l'UPAC, a soutenu M. St-Denis. « J'ai rencontré les deux enquêteurs, et ils n'ont pas porté de conclusions. Le dossier est clos. »

L'UPAC refuse de préciser où en est l'enquête, comme elle le fait dans tous les cas. « On ne peut pas confirmer



ou infirmer » que le dossier est clos, a dit sa porte-parole Anne-Frédéric Laurence.

Dans la *Revue de Terrebonne* du 10 janvier 2012, une commissaire, Lucette Whittom, qui a quitté son poste depuis, condamnait l'octroi du contrat à Rogers. « Comment le comité de sélection a-t-il pu attribuer plus de points à Rogers quant à la qualité de son service considérant

que nous étions satisfaits du service offert par Telus et considérant que l'expérience de Telus avec la CSA est nettement plus significative ? (...) À mes yeux, il y a apparence de conflit d'intérêts », affirmait-elle. Jointe par *La Presse*, elle dit avoir rencontré l'UPAC, mais elle ajoute que les enquêteurs ne lui ont pas donné de nouvelles depuis. « J'ai toujours les mêmes doutes qu'à l'époque sur ce contrat. J'avais voté contre, et je vais toujours défendre ma position bec et ongles », a-t-elle lancé.

## Critiques

Le syndicat de l'enseignement de la région des Moulins avait également exprimé des critiques le 10 janvier 2012 dans un article du *Journal de Montréal*. La présidente, Francine Lussier, a affirmé à *La Presse* que, pour son syndicat, « le dossier est fermé ». « L'UPAC m'a contactée pour savoir ce que je savais. J'ai dit que je n'en savais pas beaucoup dans le dossier, c'est juste qu'on trouvait ça bizarre peut-être la manière dont ça avait été expliqué. Je n'ai jamais entendu parler du dossier par la suite. Il n'y a jamais eu de suivi », a-t-elle dit.

Yves St-Denis a été élu par acclamation candidat du PLQ dans Argenteuil – sa région natale – lors d'une assemblée d'investiture dimanche. Le Parti québécois a ravi cette circonscription au PLQ l'an dernier, à la suite du départ du député libéral David Whissell.

## Une candidature passée au crible, dit le PLQ

« M. Couillard a demandé qu'une vérification soit faite sur chaque personne qui souhaite se présenter ou participer à une assemblée d'investiture. Les vérifications sont faites par des enquêteurs d'une firme externe. Dans le cas de M. St-Denis, il n'y a pas eu de suite à son dossier [à l'UPAC] et les enquêteurs de la firme ont confiance qu'il n'a absolument rien à se reprocher dans ce dossier-là. C'est la raison pour laquelle il sera candidat à la prochaine élection. Il y a des gens qui, à la suite de ce type d'enquête de la firme, ne pourront pas se présenter pour différentes raisons, donc ce n'est pas une passoire cette affaire-là. L'association libérale du comté d'Argenteuil a appuyé la candidature de M. St-Denis, une personne respectée dans son coin et les gens connaissent son intégrité. »

— Harold Fortin, attaché de presse du chef libéral Philippe Couillard

## Le Parti québécois reste prudent

« Je ne connais pas les détails de cette affaire. Et je ne connais pas M. St-Denis. Je vais le laisser avec son problème. Selon quelqu'un que je connais bien qui a assisté à son investiture, il a dit que les gens qui sortiraient cette histoire-là, ce ne serait pas correct de leur part. »

— Le député péquiste d'Argenteuil, Roland Richer

## L'UPAC au PLQ

- > 8 juillet: l'UPAC mène des perquisitions au siège social du PLQ, à Montréal.
- > 17 septembre: Philippe Couillard essuie des reproches de ses propres députés pour les avoir tenus dans l'ignorance au sujet des perquisitions qui sont alors révélées par les médias.
- > 18 septembre: Philippe Couillard reçoit

la visite impromptue, à son domicile, de deux enquêteurs de l'escouade Marteau, le bras policier de l'UPAC.

- > 24 septembre: Philippe Couillard confirme en conférence de presse que l'UPAC a rencontré la directrice générale du PLQ.

## « Je vais défendre les commissions scolaires! »

Honniées par la Coalition avenir Québec, malmenées par le Parti québécois, les commissions scolaires voient le Parti libéral s'adjoindre l'un de leurs partisans. « C'est sûr que je vais défendre les commissions scolaires », a lancé le candidat libéral Yves St-Denis, président de la commission scolaire des Affluents (CSA). Il a déjà qualifié de « dégueulasse » la décision du gouvernement Marois d'imposer des compressions de 200 millions alors que,

selon lui, les commissions scolaires ne peuvent se serrer la ceinture davantage. La CSA a augmenté la taxe scolaire de 24,5 % sur son territoire, ce qui est supérieur à la moyenne de 15 %. Elle a réduit ses dépenses administratives au cours des dernières années, se défend M. St-Denis. « On a déjà gratté les fonds de tiroir. On est allés chercher 4,5 millions par année. L'effort, on l'a fait », a-t-il plaidé. Québec forcera les commissions scolaires à rembourser aux contribuables 100 millions au cours des deux prochaines années, l'équivalent de la moitié de la hausse de taxes imposée cette année. Le gouvernement envisage de fusionner des commissions scolaires et veut leur retirer le pouvoir de taxation. La CAQ veut abolir ces institutions. Le PLQ est opposé à cette idée mais, jusqu'ici, il est resté plutôt évasif sur ses intentions au sujet des commissions scolaires.

— Tommy Chouinard

# Après tout, c'est vendredi!

## ce soir 21h

Des invités de marque.  
De grands sujets.

Janette Bertrand  
et les assistants sexuels

Jonathan Alpeyrie  
un ex-otage en Syrie témoigne

nouveauté

ICI RADIO-CANADA  TÈLÈ

## ACTUALITÉS

Inquiétudes au Fonds de solidarité FTQ

## Arsenault favorable à une commission parlementaire

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le président de la FTQ, Michel Arsenault s'est dit partisan de la tenue d'une commission parlementaire susceptible de rassurer les petits épargnants sur la solidité du Fonds de solidarité, dont la réputation a été passablement malmenée à la commission Charbonneau.

Et à l'Assemblée nationale, hier, la première ministre Pauline Marois s'est tout à coup montrée ouverte à cette demande de la Coalition avenir Québec. Le gouvernement avait pourtant repoussé sans ménagement, la veille, la proposition de François Legault et de son porte-parole en matière économique, Christian Dubé.

En marge d'une conférence de presse d'Hélène Zakaïb, M. Arsenault a qualifié «d'excellente idée» la proposition de

la CAQ. «On va y aller avec enthousiasme, on va pouvoir expliquer sans filtre les mesures de bonne gouvernance qu'on a mises en place depuis 2009. Ça fait notre affaire», a lancé le syndicaliste. «On est contents, vous allez voir le fonds d'aujourd'hui, celui qui est là depuis 2009. Je ne peux rien faire pour 2004», a-t-il ajouté.

Selon lui, le Fonds «est en excellente santé financière» et pour la campagne 2014, les représentants locaux font un bon travail. «On a quatre ou cinq appels par jour de gens qui sont inquiets, mais on a un système [de réponses] téléphonique qui permet de rassurer ces gens-là».

À la commission Charbonneau, l'ex-syndicaliste Ken Pereira avait levé le voile sur l'influence du crime organisé et des motards criminels sur plusieurs dirigeants

du Fonds de solidarité. On a aussi mis en relief l'autorité de l'entrepreneur Tony Accurso sur les décisions du bras immobilier du fonds, la SOLIM. M. Arsenault dit que la FTQ «coopère depuis le début avec la commission Charbonneau. Je souhaite aller corriger certaines allégations, c'est sûr!»

## Commission parlementaire

À l'Assemblée nationale, hier, Pauline Marois s'est dite disposée à discuter d'une commission parlementaire sur le Fonds de solidarité FTQ, à la condition que la Coalition avenir Québec n'en fasse pas une séance «d'inquisition». «Ce que je veux savoir c'est: est-ce que c'est le bon forum? Est-ce qu'il [François Legault] veut procéder à de l'inquisition? Est-ce qu'il veut se substituer à d'autres responsables, comme la commission Charbonneau,



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

«On a quatre ou cinq appels par jour de gens qui sont inquiets, mais on a un système [de réponses] téléphonique qui permet de rassurer ces gens-là», a dit le président de la FTQ, Michel Arsenault.

par exemple? Et, si ce n'est pas le cas, qu'attend-il de cette commission? Et, moi, je suis prête à ce que nous en discussions», a soutenu M<sup>me</sup> Marois.

«On arrive dans le dernier droit de l'année et que les citoyens vont devoir se demander où et comment ils vont épargner. On a le devoir de rassurer la population sur la situation de la gouvernance au Fonds de solidarité. Le Fonds, n'oublions pas, c'est 615 000 actionnaires, 9 milliards d'actifs, plus de 100 millions de crédits d'impôt qui viennent

de la poche des contribuables», a souligné le chef caquiste François Legault.

«Il est nécessaire que nous ayons un échange préalable pour nous permettre de baliser les travaux de cette commission», a répliqué M<sup>me</sup> Marois, inquiète des conséquences d'un «dérapage». «Toute espèce de forme de dérapage pourrait avoir des conséquences considérables sur des actifs fort importants pour notre société québécoise. Nous devons nous assurer que cela se fera dans l'ordre», a soutenu M<sup>me</sup> Marois.



## « Quelles sont les retombées économiques? »

Selon une étude indépendante réalisée par Deloitte & Touche, le projet Oléoduc Énergie Est permettra de créer plus de 3 600 emplois directs à temps plein au Québec, et ce, au cours des six premières années seulement. On estime que le projet, entièrement financé par TransCanada, injectera 6 milliards de dollars dans l'économie québécoise, générera 2 milliards de dollars de recettes fiscales pour le gouvernement provincial et créera de nombreuses autres occasions d'affaires. Vous avez des questions sur Énergie Est? Nous avons des réponses pour vous sur

**OleoducEnergieEst.com**

TransCanada est une entreprise canadienne qui, depuis plus de 60 ans, construit des pipelines et des infrastructures énergétiques sécuritaires et fiables.

 **TransCanada**



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Pauline Marois et Pierre-Karl Péladeau

## Péladeau participera à d'autres comités, dit Marois

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Il est légitime que Pierre Karl Péladeau, président du conseil d'administration d'Hydro-Québec, participe à un comité restreint du conseil des ministres, assure la première ministre Pauline Marois.

« Non seulement M. Péladeau a participé à une réunion, il a participé à deux réunions, et ça pourrait arriver qu'il participe encore à d'autres réunions », a-t-elle lancé hier.

La Presse Canadienne révélait mercredi que M. Péladeau a participé à des rencontres du comité ministériel sur l'électrification des transports. Ce comité restreint est composé des ministres des Finances, des Ressources naturelles et de l'Environnement. Il planifie les investissements de 516 millions prévus en 3 ans.

M. Péladeau est le seul président d'un conseil d'administration à participer aux travaux d'un comité ministériel. « Pour électrifier nos transports, j'ai besoin de la collaboration étroite d'Hydro-Québec. Alors le président d'Hydro-Québec, le chef de la direction [Thierry Vandal] et certains de ses collaborateurs ont participé à ces rencontres, parce que c'est ma façon à moi d'associer les différents partenaires. Et n'oubliez pas que le gouvernement du Québec est actionnaire à 100 % d'Hydro-Québec », a justifié M<sup>me</sup> Marois.

## Pas de « message »

« Je pense que c'est normal que des personnes qui servent l'État à des postes stratégiques viennent parfois enrichir la réflexion d'un comité ministériel. Dans ma carrière un peu courte, j'ai eu le privilège d'avoir ce genre de service », a renchéri le vice-premier ministre et doyen des députés, François Gendron.

Ce dernier affirme avoir déjà sollicité le point de vue des prédécesseurs de M. Péladeau. Mais le président du conseil d'Hydro-Québec assistait-il alors aux réunions très privées du comité ministériel? « On est dans les détails, là », a-t-il répondu.

« Arrêtez de voir des messages partout, a-t-il ajouté. Est-ce qu'il a une expertise dans le domaine de l'économie, de la planification, pour exporter une expertise? Je crois que oui. Alors, on a le droit de le consulter. »

1000\$	1000\$
500\$	8,01\$
100\$	1,60\$

Si votre solde quotidien moyen est de :  
de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

\*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement : Paiements mensuels égaux, sans intérêt. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat et les EcoFrais si applicables. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Détails en magasin.



**Brault & Martineau**  
Pour le meilleur et pour le prix

**Faites vite!**  
Jusqu'à  
lundi 21 h

Nous payons la

**TPS et la TVQ** ††

sur les meubles\*\*, matelas\*\*, accessoires de décoration\*\*, électroménagers\*\* et appareils électroniques\*\*



**Mobilier de salon**

De style contemporain, revêtu de cuir laminé  
Livraison gratuite

- Causeuse..... 8,98 \$\*/mois ou 449 \$
- Fauteuil..... 6,38 \$\*/mois ou 319 \$

998\$  
/50 mois  
ou  
**499\$**  
Sofa  
nous payons la tps et la tvq!



**Fauteuil berçant et inclinable**

De style transitionnel, coutures de couleur contrastante  
Livraison gratuite

nous payons la tps et la tvq!  
1386\$  
/36 mois  
ou  
**499\$**



**Mobilier de cuisine**

De style contemporain, fini espresso, table de 150 x 90 cm (59 x 35,5 po)  
Livraison gratuite

898\$  
/50 mois  
ou  
**449\$**  
nous payons la tps et la tvq!  
Comprend : 1 table et 4 chaises



**Mobilier de chambre**

De style classique  
Livraison gratuite

- Commode 5 tiroirs 11,08 \$\*/mois ou 399 \$

2775\$  
/36 mois  
ou  
**999\$**  
nous payons la tps et la tvq!

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

**FRIGIDAIRE**

nous payons la tps et la tvq! **1138\$** /50 mois ou **569\$** Réfrigérateur

nous payons la tps et la tvq! **798\$** /50 mois ou **399\$** Lave-vaisselle

nous payons la tps et la tvq! **1138\$** /50 mois ou **569\$** Cuisinière

nous payons la tps et la tvq! **2164\$** /36 mois ou **779\$** La paire

**Réfrigérateur de 18,2 pi³**  
2 tablettes coulissantes en verre pleine largeur, 2 bacs à humidité contrôlée, bac à charcuterie  
Livraison, ramassage et service gratuits

**Cuisinière avec four autonettoyant**  
Four de 5,3 pi³, surface de cuisson en émail vitrifié, tiroir de four à poignée intégrée  
Livraison, ramassage et service gratuits

**Laveuse de 4,3 pi³ C.E.I.**  
12 programmes, 4 niveaux d'eau, 3 réglages de température, agitateur à double action

**Sécheuse de 6 pi³**  
6 programmes, 4 réglages de température  
Livraison, ramassage et service gratuits

**Lave-vaisselle**  
Capacité de 14 couverts, 3 cycles de lavage, cuve haute, broyeur d'aliments, mise en marche différée  
Livraison, ramassage et service gratuits

**29 po DEL**

nous payons la tps et la tvq! **249\$**

**PROSCAN**  
**Téléviseur à écran DEL de 29 po**  
HDMI • 2 USB  
1 entrée (VGA) pour PC, 1 port USB, prise pour écouteurs  
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

**50 po PLASMA**

nous payons la tps et la tvq! **1798\$** /50 mois ou **899\$**

**Panasonic VIERA**  
**Téléviseur à écran plasma de 50 po**  
Full HD 1080p • HDMI • 2 USB • eDina • WiFi • 600Hz  
Résolution pleine HD 1080p, mode jeu  
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

**Galerie du sommeil**  
Brault & Martineau

**90 jours d'essai**  
sur TOUS nos matelas

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous réchangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.

La garantie confort, **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau

**Ensemble matelas et sommier ROUEN**  
Matelas avec mousse haute densité  
Sommier rigide de 9 po  
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible  
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 9,18 \$\*/mois ou 459 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 11,38 \$\*/mois ou 569 \$

**Ensemble matelas et sommier ELANA II**  
Matelas avec coussinet intégré/Soutien mirzone PostureGrid/Mousse et fibres StayTrue\*/Sommier rigide de 9 po  
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible  
Livraison gratuite

- Ens. matelas et sommier 1 place 11,58 \$\*/mois ou 579 \$
- Ens. matelas et sommier grand lit 14,58 \$\*/mois ou 729 \$
- Ens. matelas et sommier très grand lit 21,98 \$\*/mois ou 1099 \$

nous payons la tps et la tvq! **499\$** matelas sommier 2PLACES

nous payons la tps et la tvq! **1198\$** /50 mois ou **599\$** matelas sommier 2PLACES

Payez jusqu'à **+50** versements sans intérêt\* sur les meubles\*\*, matelas\*\*, accessoires de décoration\*\*, électroménagers\*\* et appareils électroniques\*\*

**Plan BM** ††† **Service de livraison flexible et gratuit** ††††

► Plage horaire de 4 heures

Offres en vigueur du vendredi 11 octobre au lundi 14 octobre 2013. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. EcoFrais inclus. Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalent à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin. \*\*Voy conditions en magasin. †† Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. †††† Dans un rayon de 200 Km. Détails en magasin.

**HEURES D'OUVERTURE:** LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

braultmartineau.com Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

**BROSSARD** 450 619-6777 **GATINEAU** 819 561-5007 • 1 877 755-2555 **KIRKLAND** 514 697-9228 **LASALLE** 514 364-6110 **SAINT-LÉONARD** 514 254-9455  
**REPENTIGNY** 450 470-0815 **SHERBROOKE** 819 562-4242 • 1 800 267-4240 **SAINT-HUBERT** 450 676-1911 **SAINTE-THÉRÈSE** 450 430-0555 **LAVAL** 450 682-2516

**Galerie du sommeil** **HEURES D'OUVERTURE:** LUNDI AU MERCREDI 10H À 18H **GRANBY** 450 372-5656 **ST-HYACINTHE** 450 774-6116 **ST-JEAN-SUR-RICHELIEU** 450 349-1609  
JEUDI ET VENDREDI 10H À 21H **MASCOUCHE** 450 474-8531 **ST-JÉRÔME** 450 431-9338 **VAUDREUIL-DORION** 450 424-2651  
SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

# ÉLECTIONS MUNICIPALES 2013

Une journée avec Marcel Côté

# LE DÉBUTANT

Ils sont quatre et ils s'affrontent pour devenir maire de Montréal. Ils ont un parti, une équipe, un programme. Mélanie Joly et Marcel Côté se lancent en politique pour la première fois, Denis Coderre est un vétéran de la scène fédérale et Richard Bergeron connaît tous les recoins de l'hôtel de ville de Montréal où il ronge son frein dans l'opposition depuis huit ans. Notre chroniqueur Michèle Ouimet les a suivis pendant une journée, de l'aube à la nuit, sans les lâcher d'une semelle. En métro, en BIXI, en auto et à pied. Aujourd'hui, Marcel Côté.



MICHÈLE OUIMET

## 9h - Un début tranquille

Marcel Côté ouvre la porte de son condo situé près de l'Université McGill, détendu, souriant.

Son appartement ressemble à un musée. Tout est beige et blanc, les tapis, les fauteuils en cuir, les murs. Épuré. Ordonné. Rien ne traîne. Quelques tableaux ornent les murs. Les fenêtres donnent sur la ruelle. Il fait un temps superbe, un temps d'été. Un vent léger balaie les arbres.

Sa femme m'avertit: «Je ne veux pas m'impliquer, c'est mon choix. Notre relation va s'en porter mieux. On n'est pas un couple fusionnel.»

Elle prépare deux cafés qu'elle dépose sur la table vitrée de la salle à manger, puis elle se retire dans une autre pièce.

Ils sont ensemble depuis 41 ans et ils vivent dans le même condo depuis 31 ans.

Marcel Côté aime la stabilité.

Même s'il a 71 ans, c'est une dynamo qui fait plusieurs choses en même temps. Sa femme me prévient. «Essayez de le suivre. Bonne chance.»

Il a douté avant de se lancer en politique. Il était prêt à annoncer sa candidature lorsque l'arrestation de l'ex-maire Michael Applebaum a tout remis en question. «Je me suis dit: "Qu'est-ce que je vais faire là-dedans? J'ai pas besoin de ça!" La police, la fraude, je voulais rien savoir.»

Il a reculé, hésité, puis il a décidé de plonger. Sa première expérience en politique. À 71 ans.

Depuis qu'il a fait le saut, il n'a plus une minute à lui. Son dernier film? «Ça fait neuf mois que j'ai pas été au cinéma.» Son dernier livre? «Je ne lis plus, madame. En politique, on ne lit pas. Je n'ai plus de temps pour ça. Ça n'a pas de bon sens!»

Marcel Côté pousse sa tasse de café, se lève, va dans son bureau, ouvre son ordinateur et vérifie s'il y a des BIXI près de chez lui.

Il attrape son veston et embrasse sa femme.

«On y va?»

Il est prêt.

## 2 - L'hyperactif (10h)

Marcel Côté enfourche son BIXI et pédale à fond de train dans la circulation lourde du centre-ville. Il laisse son BIXI au square Victoria et fait le reste du chemin à pied. Les rues sont bloquées à cause de la journée En ville sans ma voiture. Il marche vite, des grandes foulées nerveuses, pique à travers un stationnement, saute un muret de béton et arrive en un morceau à son quartier général situé dans la rue Saint-Maurice dans le Vieux-Montréal.

Sa directrice des communications, Christine Mitton, l'attend. Elle a pris Marcel Côté sous son aile. Elle en a vu d'autres. Elle a travaillé avec Jacques Parizeau, Louise Harel, Serge Ménard, Bernard Landry. Elle s'est présentée pour Union Montréal, le parti de Gerald Tremblay, en 2005. Battue. Elle a ensuite ouvert une boutique de cupcakes sur l'avenue du Mont-Royal, loin, très loin de la politique. Elle a abandonné ses petits gâteaux pour les élections.

Elle voit Marcel Côté débouler dans le bureau. Il tourne

d'ouverture. J'annonce rien? demande-t-il.

«Non, rien, répond son attaché de presse, Olivier Lapierre. On fait du bruit, tambour, trompette.»

L'équipe se lève. Marcel Côté bondit de sa chaise. Tout le monde prend un foulard orange, la couleur de la coalition. C'était celle du NPD qui a balayé le Québec en 2011, c'est celle aussi de Mélanie Joly, son adversaire. L'orange est à la mode.

L'équipe s'engouffre dans l'ascenseur, Marcel Côté en tête.

## 3 - Le débutant (16h)

16h, complexe Desjardins. Le journaliste de Radio-Canada, Michel C. Auger, interviewe les candidats à la mairie devant public. Richard Bergeron et Denis Coderre s'en tirent bien. Marcel Côté, lui, s'enfarge dans des explications compliquées. Michel C. Auger le brasse, Côté s'enlise.

Après les entrevues, trois journalistes commentent la performance de chaque candidat. Marcel Côté se fait écorcher.

«Notre défi, c'est de l'asseoir pour qu'il nous écoute. Il est habitué de mener cinq affaires de front.»

— Christine Mitton, directrice des communications de Marcel Côté

en rond, à la recherche d'occupations. «M. Côté est un hyperactif, dit-elle. Il n'aime pas les temps morts. Il faut qu'il apprenne à prendre des pauses.»

Elle l'enferme dans un bureau avec une pile de feuilles à signer.

À 11h, l'équipe de Marcel Côté se réunit. À midi, il doit donner un point de presse. M. Côté se balance sur sa chaise, écoute, jette un œil sur le téléviseur.

Christine Mitton me regarde. «Notre défi, c'est de l'asseoir pour qu'il nous écoute. Il est habitué de mener cinq affaires de front.»

Marcel Côté sourit. Le commentaire ne le froisse pas. «J'en prends et j'en laisse», dit-il, philosophe.

Le briefing continue.

«Les journalistes vont vous parler des pancartes, l'avertit Christine Mitton. Projet Montréal (Richard Bergeron) a gagné, ils sont partout.»

Marcel Côté écoute, distrait par la télévision et le balancement de sa chaise.

«Je vais faire un discours

Christine Mitton est assise dans la salle. Elle prend des notes et secoue la tête, découragée. Elle écrit sur une grande feuille de papier «emballage et rassembleur». «Il nous reste 43 jours pour réussir ça», me dit-elle.

Marcel Côté arrive: «Pis, comment tu m'as trouvé?»

Silence. «Viens, on va prendre un café», dit-elle en guise de réponse.

Christine Mitton lui explique calmement qu'il n'a pas l'art du clip. Marcel Côté se rebiffe. «C'est Michel C. Auger qui a tout compliqué!» Mais il se calme rapidement.

«C'est compliqué, mais je vais réussir, dit-il. Je commence à aimer ça.»

«Vous êtes tellement habitué de faire des longs discours. Il faut que vous vous ramassiez. C'est difficile de sortir la clip. C'est notre défi.»

«Je pense que je fais des progrès depuis deux mois. Avant c'était long, long, long.»

«N'oubliez pas: on ne s'enflamme pas pour des structures.»

**Économies de volume jusqu'à 1000 \$ de réduction**

Montez le volume de vos achats et économisez fort.

500 \$ ou plus = 100 \$ de réduction.
1000 \$ ou plus = 200 \$ de réduction.
2000 \$ ou plus = 400 \$ de réduction.
3500 \$ ou plus = 700 \$ de réduction.
5000 \$ ou plus = 1000 \$ de réduction.

Chez Fillion, nous vous aidons à voir plus gros en vous offrant des réductions proportionnelles au volume de vos achats. Cette offre se termine le 14 octobre 2013. Valable sur la marchandise à prix courant seulement. La réduction s'applique au montant total de l'achat après taxes. Limite d'une réduction par client et par achat. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Cette réduction ne s'applique pas aux produits Bose, Sonos, et Bang&Olufsen.

**FILLION** ÉLECTRONIQUE  
Vous êtes bien entouré

MONTRÉAL : 5690, Sherbrooke Est, Qc, H1N 1A1  
LAVAL : 2323, Aut. des Laurentides, Qc, H7S 1Z7  
T : 514-254-6041  
T : 450-688-0333  
www.fillion.ca

# Autoroute 40 ouest

## ENTRAVES MAJEURES

**SECTEUR À ÉVITER** FIN DE SEMAINE DU 11 OCTOBRE 2013  
De 1 h dans la nuit de vendredi à samedi jusqu'à 13 h dimanche

Les travaux de réaménagement de la partie nord de l'échangeur Décarie entraîneront notamment la fermeture d'un tronçon de l'A-40 ouest et d'une bretelle de l'échangeur des Laurentides.

**A** Fermeture de l'A-40 ouest entre la sortie n° 70 – A-15 Nord / Rte 117 / Laval / Ch. Rockland / Boul. M.-Laurin et l'entrée suivante  
- Une voie de circulation sera maintenue sur l'A-40 ouest pour rejoindre l'A-15 (Décarie) sud  
- Vers l'ouest, le détour se fera par la voie de desserte de l'A-40

**B** Fermeture de la bretelle A-15 (des Laurentides) sud vers A-40 ouest  
- Le détour se fera par la voie de desserte de l'A-40 ouest

Détour pour l'A-40 ouest et l'A-15 (Décarie) sud

Détour pour l'A-40 ouest

Accès vers l'A-15 sud (Décarie)

Échangeur Décarie

Échangeur des Laurentides

Pont Champlain Rive-Sud

Les détours seront balisés à l'aide de panneaux de signalisation.

En cas de conditions météorologiques défavorables ou de contraintes opérationnelles, ces entraves pourront être reportées.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Notre chroniqueuse a passé une journée avec Marcel Côté, candidat hyperactif à la mairie de Montréal. La dynamo de 71 ans ne s'est pas seulement déplacée en voiture, mais aussi en BIXI, comme en témoigne notre photo, et à pied.

## MARCEL CÔTÉ

- > **Âge:** 71 ans
- > **Nom du parti:** Coalition Montréal Marcel Côté
- > **Nombre de candidats:** 97 sur 103
- > **Début de la journée:** 9h
- > **Fin:** 21h30
- > **Moyens de transport utilisés:** auto, BIXI.
- > **Endroits visités:** centre-ville, Pointe Saint-Charles (Sud-Ouest).
- > **Directeur de campagne:** Mario Lapointe qui vient du PQ et de la CAQ et Sébastien Lachaine qui vient du PLQ.
- > **Twitter:** Marcel Côté: 2284 abonnés  
Coalition Montréal: 107 abonnés
- > **Facebook:** Marcel Côté: 798 j'aime  
Coalition Montréal: 893 j'aime

Marcel Côté cale son deuxième espresso. Il doit donner une autre entrevue à Radio-Canada. « C'est quoi mon *one liner*? », demande-t-il. Mettre de l'ordre à l'hôtel de ville ou travailler sur les fondations? C'est quoi le meilleur? »

Il se dirige vers la rue Sainte-Catherine. L'entrevue se fait à l'extérieur devant le complexe Desjardins. Pendant qu'il s'installe devant la caméra sous les yeux des badauds, son attaché de presse lui dit:

« Il faut que vous soyez confiant et que vous souriez. »

Marcel Côté soupire: « Ça fait beaucoup de conseils. »

#### 4 – Le casse-cou (19h30)

Marcel Côté a couru toute la journée. Il a donné une dizaine d'entrevues, mangé une salade sur le pouce qu'il a finie dans l'auto parce qu'il était en retard pour sa rencontre avec des musulmans de Pointe Saint-Charles et interviewé une candidate potentielle prête à larguer Projet Montréal pour rejoindre les rangs de sa coalition... Il s'est déplacé en BIXI entre deux rendez-vous.

Il finit la soirée à l'hôtel Sheraton, invité par la

consule générale de Chine. Il arrive en retard et écoute, stoïque, les discours soporifiques des invités. La grande salle du Sheraton est pleine à craquer: Richard Bergeron, Pierre Bourque, Stéphane Dion, des ministres, Lisée, De Courcy.

Après les discours, Marcel Côté vide quelques verres de vin, serre des mains, discute. Il accroche Jean-François Lisée, ministre responsable de la métropole. « J'attends les résultats des sondages, lui dit Côté. Si c'est bon, on se parlera plus sérieusement. »

Les deux hommes se tutoient. Ils se connaissent

bien. Dans les années 90, Lisée conseillait Parizeau, Côté, Bourassa.

La salle se vide tranquillement, Côté est un des derniers à partir.

Il enfourche un BIXI et brûle les feux rouges. Il veut visiter le jardin de la maison Notman avec ses grands arbres qui pourraient être rasés pour faire place à des condos de luxe. La maison Notman est protégée par son statut patrimonial, mais pas le jardin. Il fait noir, on ne voit pas grand-chose.

Marcel Côté essaie d'entrer, mais le jardin est clôturé. Il fait le tour de la maison

située rue Sherbrooke. Elle est en rénovation. Il voit des ouvriers et il leur demande s'il peut aller dans le jardin. Ils acceptent. Il doit descendre un mur de béton d'une dizaine de pieds pour se rendre dans le jardin. Au retour, il escalade le mur, remercie les ouvriers, reprend son BIXI et rentre chez lui. Il est 21h30.

Il est fringant, je suis crevée. J'ai compris pourquoi sa femme m'avait souhaité bonne chance.



Pour joindre notre chroniqueuse: [mouimet@lapresse.ca](mailto:mouimet@lapresse.ca)



#### Délice à la française.

Menus élaborés par de grands chefs, champagne, vin, fromages, viennoiseries... Nous vous faisons voyager au cœur de la gastronomie française.

## POLITIQUE

# « Sans vision et sans ambition »

Le gouvernement Harper a des leçons à apprendre de Brian Mulroney, selon Justin Trudeau



JOËL-DENIS BELLAVANCE  
DU BUREAU  
D'OTTAWA

Le premier ministre Stephen Harper dirige un gouvernement « sans vision et sans ambition », estime le chef du Parti libéral Justin Trudeau. Il suffit de faire une comparaison du bilan du gouvernement Harper avec celui du dernier gouvernement conservateur, dirigé par Brian Mulroney, pour s'en convaincre, croit le chef libéral.

Sous la houlette de Stephen Harper, les conservateurs semblent davantage motivés à démolir leurs adversaires qu'à laisser un héritage permanent au pays, a ajouté M. Trudeau dans une entrevue accordée à *La Presse*.

Le jeune chef libéral a tenu à préciser qu'il n'a pas toujours été d'accord avec les politiques mises de l'avant par l'ancien gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney. Mais les mesures qu'il a proposées avaient au



Justin Trudeau estime que plus que son ton négatif, c'est le manque de leadership, de vision et d'idées concrètes qui est un problème chez le gouvernement Harper.

moins le mérite d'incarner une vision claire et précise, a-t-il souligné. Alors que le gouvernement Harper se prépare à présenter un discours du Trône mercredi prochain, M. Trudeau ne s'attend pas à

un changement de ton radical des conservateurs à quelque deux ans avant les prochaines élections fédérales.

« Mon grand problème avec eux, ce n'est pas nécessairement leur ton négatif.

Mon grand problème, c'est leur manque d'ambition, leur manque de vision et de solutions concrètes pour les gens », a soutenu M. Trudeau, à la barre du Parti libéral depuis maintenant six mois.

M. Trudeau a affirmé qu'il fait souvent cette comparaison entre le gouvernement de Stephen Harper et le gouvernement de Brian Mulroney durant ses tournées au pays. Chaque fois, ses propos forcent son auditoire à faire une réflexion intéressante, a-t-il dit.

« Il y avait bien des enjeux avec lesquels j'étais en désaccord avec M. Mulroney, c'est certain. Mais il a su proposer un grand plan pour le pays et il se donnait une feuille de route pour y arriver. »

— Justin Trudeau

« Il y avait bien des enjeux avec lesquels j'étais en désaccord avec M. Mulroney, c'est certain. Mais il a su proposer un grand plan pour le pays et il se donnait une feuille de route pour y arriver. L'accord de libre-échange avec les États-Unis, l'accord de Charlottetown et celui du lac Meech, je n'étais pas d'accord avec cela, mais au moins il avait une vision pour le pays », a dit M. Trudeau.

Il a ajouté que M. Mulroney avait fait preuve de leadership sur la scène internationale en menant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud malgré les vives critiques de l'ancienne première ministre de la Grande-Bretagne Margaret Thatcher.

En matière environnementale, le gouvernement Mulroney a aussi fait sa marque en concluant une entente sur les pluies acides avec les États-Unis, a rappelé M. Trudeau, alors que le gouvernement Harper, lui, fait dérailler les conférences internationales sur les changements climatiques et a donné au Canada une réputation de cancre à l'étranger sur les questions environnementales.

« Dans les années 70, mon père et Jean Chrétien ont créé plein de parcs. C'est bien beau cela, mais il y avait d'autres choses à faire. On a qu'à penser à la protection de la couche d'ozone, à la lutte contre les pluies acides. M. Mulroney avait une vision pour le pays. Le contraste est quand même frappant. Je ne peux pas être en accord ou en désaccord avec la vision du gouvernement Harper. Il n'en a pas », a-t-il affirmé.

Cela dit, M. Trudeau a convenu qu'il a l'obligation de présenter des politiques, sa propre « vision », aux Canadiens avant les prochaines élections. Ses troupes plancheront sur une panoplie de propositions au cours des prochains mois qui seront incluses dans le programme électoral du parti.

Êtes-vous tannés d'avoir mal aux pieds?

Très grande sélection de chaussures et bottes tendance avec ou sans ORTHÈSES.

POINTURES  
6 à 15 pour homme  
4 à 13 pour femme

Grand choix de LARGEUR  
B à 6E pour homme  
AAA à 4E pour femme

PLUS DE 300 MODÈLES

**Chaussures Dupuis**

3963, rue Wellington à Verdun  
514.762.5184  
www.chaussuresdupuis.com

NOUS SOMMES OUVERT LE LUNDI DE L'ACTION DE GRÂCE

À 2 minutes du métro  
À 5 minutes du pont Champlain

## Une nouvelle crème anti-inflammatoire révolutionnaire

qui agit en moins de 30 minutes

La nouvelle crème de marque Céladrin est un produit entièrement naturel, breveté et testé cliniquement pour son pouvoir d'atténuer l'inflammation et la douleur, tout en favorisant la souplesse et la mobilité des articulations. La crème Celadrin est un mélange d'acides gras (oméga) estérifiés de source naturelle. Elle atténue la douleur et l'inflammation causées par l'ostéoarthrose, les douleurs bénignes liées aux maux de dos, muscles tendus, entorses ou contusions. La crème Celadrin combinée à du sulfate de glucosamine permet de rétablir le liquide synovial autour des articulations, d'atténuer rapidement l'inflammation et de restaurer la structure toute entière de l'articulation.

En promotion chez :

**JEAN GOUTU** **UNIPRIX**

**8,99\$**

**Un pot de crème pour articulations de 40 g**

Valide du 10 au 23 octobre 2013

# EXPLORER+



Cet automne, l'Espace La Presse+ vous accueille dans des événements artistiques, culturels et dans des lieux commerciaux.

Profitez-en pour faire l'essai de La Presse+.

## L'ESPACE LA PRESSE+ VOUS ACCUEILLE :

Aux Jardins de lumière, à Espace pour la vie + aujourd'hui, demain et dimanche  
Au Musée des beaux-arts de Montréal + demain et dimanche

Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca



MAISON CORBEIL



## QUATRE JOURS DE GRÂCE

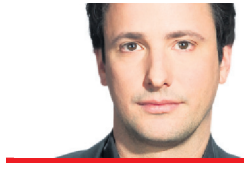
---

**CETTE FIN DE SEMAINE DE L'ACTION DE GRÂCE  
— VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET LUNDI —  
ON PAIE LA TPS SUR TOUT EN MAGASIN.**

## ACTUALITÉS

Suicide assisté au Canada L'autre débat

## À la Cour suprême de trancher



HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Vingt ans après l'affaire Sue Rodriguez, la Cour suprême du Canada pourrait être appelée à trancher à nouveau sur la question du suicide assisté. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a infirmé hier une décision de première instance qui avait déclaré que l'interdiction du suicide assisté dans le Code criminel était inconstitutionnelle. La BC Civil Liberties Association (BCCLA), qui mène la contestation dans cette affaire Carter c. Canada, demandera au plus haut tribunal du pays de se pencher sur le dossier. Au moment où Québec termine ses audiences parlementaires sur le projet de loi 52, trois questions pour comprendre le débat qui anime le reste du pays.

## Que dit la décision d'hier ?

La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a jugé que le précédent établi par la Cour suprême du Canada dans le dossier Sue Rodriguez en 1993 (qui était aussi une affaire de la Colombie-Britannique) tient toujours.

La décision est partagée à deux contre un et la division s'est créée sur le sens de l'article 7 de la Charte, qui garantit le droit « à la vie, à la liberté et à la sécurité ».

Les avocats de la BCCLA ont promis de demander à la Cour suprême d'entendre leur appel. Ils ont 60 jours pour en faire la demande.

## Quelle est la position du gouvernement fédéral ?

C'est Ottawa qui avait fait appel de la décision de première instance. Le bureau du ministre fédéral de la Justice, Peter MacKay, s'est réjoui du jugement, hier.

« Les dispositions du Code criminel qui interdisent aux professionnels de la santé ou à qui que ce soit d'autre de donner des conseils en vue d'aider quelqu'un à se suicider ou d'aider quelqu'un à se suicider, sont valides sur le plan constitutionnel. Les lois au sujet de l'euthanasie et du suicide assisté servent à protéger tous les Canadiens, notamment les plus vulnérables », a déclaré la porte-parole du ministre, Paloma Aguilar.



PHOTO SEAN KILPATRICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

En 1993, la Cour suprême du Canada a rendu public son jugement dans l'affaire Sue Rodriguez. Aujourd'hui, il fait encore autorité en matière de suicide assisté.

## Quel impact pour le Québec ?

Une décision de la Cour suprême dans cette cause s'appliquerait au Québec comme

ailleurs au Canada – que le plus haut tribunal du pays juge ou non d'entendre la cause. Mais compte tenu de la position du gouvernement Harper dans le dossier du suicide assisté, une autre question se pose : contestera-t-il le projet de loi 52 du Québec sur le droit de mourir dans la dignité ? Le bureau du ministre fédéral de la Justice n'écarte pas l'hypothèse : « Je ne peux commenter sur la possibilité d'un litige futur », a seulement déclaré la porte-parole Paloma Aguilar. Mais le professeur de droit de l'Université d'Ottawa Amir Attaran estime que « c'est complètement improbable ». « Le gouvernement fédéral a démontré zéro leadership et 100 % de lâcheté sur des questions médico-légales complexes », a-t-il dit. Québec juge que son action s'inscrit dans la limite de ses compétences dans le domaine de la santé.

## Les visages du débat canadien

## Gloria Taylor

Avec Lee Carter, elle est l'une des deux femmes atteintes d'une maladie grave qui ont intenté le recours pour contester les dispositions du Code criminel qui interdisent le suicide assisté. M<sup>me</sup> Taylor est morte de causes naturelles après le jugement de première instance.

## Donald Low

En 2003, Donald Low était connu comme le docteur qui lançait des appels au calme à la population ontarienne durant la crise du SRAS. Il y a quelques semaines, l'homme atteint d'un cancer du cerveau a lancé un autre appel : sur son lit de mort, il a plaidé en faveur du suicide assisté. Il s'est éteint entre-temps et sa femme a promis de poursuivre le combat.

## Don Hutchinson

Le vice-président de l'Évangélique Fellowship of Canada est en croisade contre le suicide assisté et l'euthanasie. Son groupe a récemment réclamé qu'Ottawa intervienne pour bloquer le projet de loi du Québec sur le droit de mourir dans la dignité. Hier, il n'a pas tardé à réagir publiquement pour se réjouir de la décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique.

## Stephen Fletcher

S'inscrivant en faux contre la position de son gouvernement, qui ne veut pas rouvrir le débat à la Chambre des communes, le député quadriplégique conservateur (écarté du conseil des ministres au dernier remaniement) s'est récemment prononcé en faveur du suicide assisté.

## EN CHIFFRES

## 1993

C'est l'année de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Sue Rodriguez, qui fait encore autorité en matière de suicide assisté. La Cour avait rejeté la demande dans un jugement très divisé (cinq contre quatre).

## 241 b)

C'est l'article du Code criminel qui est au centre du litige. Il se lit : « Est coupable d'un acte criminel [...] quiconque [...] aide ou encourage quelqu'un à se donner la mort, que le suicide s'en suive ou non. »

DES MOTS  
CROISÉS  
POUR + DE  
PLAISIR

MOTS CROISÉS, MAINTENANT  
DANS LA PRESSE+

Nouveau, simple et amusant !  
Vous pouvez maintenant compléter votre grille de Mots Croisés tous les jours dans La Presse+.  
À vous de jouer !

Découvrez-en plus à LaPressePlus.ca



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

**LES AILES DE LA MODE**

**COMPLEXE LES AILES SEULEMENT!**

**VENTE  
FIN DE BAIL**

**50%**  
DE RABAIS

**SUR LE DERNIER PRIX ÉTIQUETÉ**

Styles sélectionnés

HABITS POUR HOMMES - COMPARÉ À 299.99\$, NOTRE PRIX 199.99\$, MAINTENANT \$50

sandales d'été  
& bijoux **1\$**

hauts habillés  
imprimés **5<sup>99</sup>\$**

blouses **10\$**

jupes &  
vestons **10\$**

chemises  
sport **10\$**

chandails **15\$**

pantalons  
habillés **20\$**

blousons  
en faux cuir **25\$**

manteaux  
en laine **25\$**

**DANS TOUT LE MAGASIN  
TOUT DOIT ÊTRE VENDU !**

**AILES CENTREVILLE**  
LES AILES DE LA MODE

**COMPLEXE LES AILES  
677 STE-CATHERINE OUEST**

\* 50% de rabais styles sélectionnés Des exceptions peuvent s'appliquer, voir détails en magasin. \* Ne peut pas être jumelé avec une autre offre.

## MONTRÉAL PLUS

# Une « aberration totale »

Au tour du milieu des affaires de la Rive-Sud de se mobiliser contre le péage sur le pont Champlain

EXCLUSIF

MARTIN CROTEAU

Après le gouvernement provincial et les villes du Grand Montréal, c'est au tour du milieu des affaires de la Rive-Sud de se mobiliser contre le péage sur le futur pont Champlain. Les trois chambres de commerce de cette région lancent aujourd'hui une pétition pour convaincre le gouvernement Harper d'y renoncer.

La Presse a révélé il y a deux semaines que, selon des projections préliminaires, le péage provoquerait le déplacement de 30 000 voitures et 2500 camions vers les autres ponts. Ce scénario est jugé catastrophique par les autorités locales, car il risque de provoquer des bouchons sans précédent dans tout le réseau montréalais.

Craignant de subir les conséquences économiques d'un péage unique sur le pont



La communauté des affaires de la Rive-Sud estime que c'est à Ottawa de payer la note pour le pont Champlain.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Champlain, la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud (CCIRS), celle du Royal Roussillon et celle de Varennes lancent une offensive pour convaincre Ottawa de faire marche arrière.

Aux yeux du président de la CCIRS, Martin Fortier, la position du gouvernement conservateur est une

« aberration totale ». Il rappelle que le gouvernement fédéral est responsable du pont Champlain. C'est donc lui qui est responsable de sa construction déficiente, laquelle fait en sorte qu'il arrive à la fin de sa vie utile après à peine 50 ans.

« Il y a quelqu'un, quelque part, qui n'a pas fait son travail sur ce pont-là, résume

M. Fortier. Et aujourd'hui, le ministre nous dit que c'est nous qui allons payer pour cela. »

**Lebel ne bronche pas**

Les gens d'affaires demandent au ministre chargé du dossier, Denis Lebel, d'entendre les doléances des décideurs locaux plutôt que de

maintenir le cap. Au cours des dernières semaines, le gouvernement Marois, le Communauté métropolitaine de Montréal, qui regroupe les 82 villes de la région, se sont tous deux élevés contre le péage projeté par les conservateurs.

Aucune de ces sorties n'a toutefois ébranlé M. Lebel, le lieutenant de Stephen Harper au Québec. Malgré les critiques, le ministre fédéral a toujours maintenu la même ligne: « Pas de péage, pas de pont. »

Le gouvernement fédéral doit présenter un plan d'affaires détaillé du projet d'ici la fin de l'année.

La tarification du passage sur le futur pont n'est toujours pas connue. Comme le remplacement de la structure actuelle coûtera de 3 à 5 milliards, Québec a calculé que chaque passage coûtera de 5 à 7\$ si le projet est entièrement financé par le péage.

# NOS ROUTES DE + EN + DANGEREUSES?



UN DOSSIER SPÉCIAL INTERACTIF DÈS SAMEDI

40 000 accidents et 500 décès par année.  
Nos dirigeants ont-ils des solutions?

À voir, entendre, approfondir et partager dans La Presse+



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

## Voitures en libre-service Car2go lancé le 2 novembre

Car2go mettra à la disposition du public 250 voitures en libre-service dans trois arrondissements montréalais à compter du 2 novembre prochain. Montréal devient la 25<sup>e</sup> ville dans le monde où la filiale de Daimler AG est présente. Comme pour le vélo en libre-service, ses voitures seront accessibles en tout temps, n'importe où dans les rues des arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Dans Ville-Marie, les véhicules devront par contre être laissés dans des stationnements réservés à cet effet. Il est possible de s'inscrire dès aujourd'hui à ce service qui utilise des Smart Fortwo à essence. La tarification est de 38 cents la minute ou de 14\$ l'heure, des prix comparables à ceux de son concurrent local, Communauto. L'entreprise montréalaise a annoncé la semaine dernière le lancement de voitures en libre-service. La section Auto de La Presse+ et de La Presse comparera les deux services dans ses numéros de lundi et de mardi prochains.

— Sébastien Templier

MAINTENANT DISPONIBLE  
TAILLES DE 12 À 26 ANS

OPPEN'S

Kokomarina

Eileen Fisher  
Women

Lauren Vidal

Sympli

Tomo

Spanx...

et plus.

Maintenant ouvert 7 jours par semaine

lundi-mercredi: 10h-18h  
jeudi-vendredi: 10h-19h  
samedi: 10h-17h  
dimanche: 12h-17h

4828, boul. St-Laurent  
(angle Villeneuve)  
514-844-9159  
www.oppens.ca

ACTUALITÉS



PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

Pendant que se déroulaient les audiences sur le projet d'Enbridge au Palais des congrès, quelques dizaines de militants anticapitalistes ont brièvement manifesté non loin de là. La manifestation a été tuée dans l'œuf par l'intervention rapide de policiers déployés en grand nombre. Trois personnes ont été arrêtées pour voies de fait, et une trentaine ont reçu une contravention en vertu du règlement P-6.

Audiences sur l'inversion du pipeline 9B d'Enbridge

# Suncor tient à son pétrole lourd

CHARLES CÔTÉ

Suncor rejette toute idée de limiter sa capacité à expédier du pétrole lourd à Montréal via la ligne 9B d'Enbridge. La viabilité de la raffinerie de Montréal en dépend, a affirmé hier M<sup>e</sup> L.E. Smith, avocat de Suncor, à la troisième journée d'audience de l'Office national de l'énergie.

«Le pétrole lourd peut être transporté de façon sûre et fiable par l'ensemble des pipelines canadiens, a affirmé M<sup>e</sup> Smith. Il n'y a aucune raison d'imposer une restriction qui limiterait la compétitivité des raffineurs du Québec par rapport à tous les autres raffineurs d'Amérique du Nord.»

Auparavant, M<sup>e</sup> Dominique Neuman, de Stratégies énergétiques, avait plaidé pour une telle restriction en s'appuyant sur la répartition des capacités de raffinage de pétrole lourd et léger sur le continent. En effet, les raffineries du golfe du Mexique sont équipées pour traiter le pétrole lourd, tandis que celles du Nord-Est sont plutôt spécialisées en pétrole léger.

Ce faisant, estime M<sup>e</sup> Neuman, on diminue les conséquences possibles d'un déversement, dont le nettoyage est plus ardu quand il s'agit de pétrole lourd. Et par la même occasion, on offre une solution de rechange pour le transport de pétrole léger qui, est-il besoin de le rappeler, est de plus en plus transporté par rail – avec des conséquences parfois catastrophiques, comme on l'a vu à Lac-Mégantic.

«Si le choix est le train versus le pipeline, le pipeline est préférable, affirme M<sup>e</sup> Neuman. Le transport par rail est moins réglementé que le transport par pipeline, et il est plus risqué.»

Le sujet a semblé intéresser l'Office national de l'énergie, qui a posé des questions à ce sujet au Conseil du patronat, venu plaider en faveur du projet en soulignant son importance pour le secteur pétrochimique montréalais.

«Si le pétrole importé était seulement

léger, est-ce que votre position serait différente?» a demandé Jacques Gauthier. «Je ne crois pas, non», a répondu Norma Kozhaya, directrice de la recherche et économiste en chef du Conseil du patronat du Québec.

Selon Suncor, la raffinerie de Montréal va continuer de raffiner environ 15% de pétrole lourd afin, entre autres, de produire de l'asphalte. Ce pétrole lourd est actuellement importé du golfe du Mexique.

«Les intervenants ne semblent pas s'inquiéter du transport du pétrole lourd quand il vient de l'étranger», a ironisé M<sup>e</sup> Smith. Du même souffle, il a cependant affirmé que l'expansion des sables bitumineux, fortement appuyée par Suncor en Alberta, ne dépend pas de l'inversion du flux de la ligne 9.

Rappelons que, de toute manière, cette question est expressément exclue du mandat de l'Office national de l'énergie. L'audience ne porte que sur le tuyau qui relie Montréal et North Westover en Ontario, et pas sur ce qui se produira à chaque extrémité ou même au-delà.

### Inquiétudes

Et ce tuyau continue d'inquiéter le maire de Sainte-Anne-des-Plaines, Guy Charbonneau, même s'il assure avoir une bonne relation avec Enbridge.

«On reconnaît que les oléoducs sont le meilleur moyen de transporter le pétrole, dit-il. Nous ne sommes pas en guerre contre Enbridge. Mais l'approbation du projet sans amélioration de la sécurité est un risque.»

Il recommande «le remplacement de la conduite vieille de près de 40 ans par une conduite neuve» et l'ajout d'une valve de sécurité sur le territoire de sa ville.

Comme d'autres maires, il déplore ne pas avoir pu former ses pompiers à intervenir en cas de déversement. Mais il reconnaît qu'il n'en a pas fait la demande formelle par écrit. «Si ça prend une résolution du conseil, on va en faire une», a-t-il dit.

## Campagne publicitaire fédérale 24 millions pour les sables bitumineux

Le gouvernement fédéral prépare une offensive publicitaire internationale de 24 millions en faveur des sables bitumineux, selon un appel d'offres du ministère des Ressources naturelles, rapporte Postmedia. Cette campagne, qui doit démarrer l'an prochain, attaquera les réglementations contre les gaz à effet de serre de la Californie et de l'Union européenne. Ces réglementations établissent une différence entre les sources de pétrole en fonction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES) et encouragent les sources les moins polluantes. Selon le libellé de l'appel

d'offres, la campagne vise à convaincre que le «Canada est un leader mondial dans le domaine du développement responsable des ressources naturelles». Les sables bitumineux seraient la cible d'attaques «injustes», affirme-t-on. De nombreuses études indépendantes ont conclu que l'extraction des sables bitumineux émet significativement plus de gaz à effet de serre que celle du pétrole conventionnel, mais le gouvernement a aussi commandé une nouvelle étude à ce sujet l'été dernier afin de contester la réglementation européenne.

— Charles Côté

# Défiez les années!



« Ô temps! Suspends ton vol... »

disait le poète. Mais les années qui passent laissent parfois une image cruelle se refléter dans le miroir du temps. Même condamnés à subir le passage des ans, vous pouvez maintenant donner à votre peau un regain de vitalité que vous ne pensiez même plus retrouver.

Les chercheurs du Skin Sciences Institute du Children Hospital Center de Cincinnati ont fait une découverte étonnante : la douceur de la peau des bébés pourrait être attribuée au vernix, la substance blanchâtre qui recouvre le fœtus dans le ventre de sa mère. Ils ont réalisé que ce produit précieux est un hydratant naturel aux propriétés anti-oxydantes et anti-infectieuses. Il permet à la peau des nouveaux-nés de ne pas se dessécher et d'être moins desquamée.

La substance qui protégeait la peau toute neuve, peut maintenant être utilisée en cosmétologie et apaiser la peau abîmée par les ravages des années. Préfix, une crème des produits Bio-Actif à base de squalane redonne à la peau toute sa souplesse perdue. D'une parfaite tolérance et d'une très grande facilité de pénétration dans l'épiderme, Préfix sans parfum à base de squalane marin provoque un travail de fond qui a pour but d'activer les molécules actives et naturelles des actifs propres aux produits Bio-Actif.

"Ne pourrions-nous jamais sur l'océan des âges, jeter l'ancre un seul jour?" continuait Lamartine en soupirant.

Oui! avec Préfix, maintenant vous le pouvez.

Préfix<sup>MD</sup> : ingrédients INCI déposés



VALIDE DU SAMEDI 12 OCTOBRE AU JEUDI 17 OCTOBRE 2013

ACHETEZ UN POT PRÉFIX DE 60 ML ET OBTENEZ-EN UN GRATUITEMENT\*

Disponible aux endroits suivants :

\*Jusqu'à épuisement de l'inventaire

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1278, rue Jean-Talonest  
Montréal  
www.johanneverdon.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval)  
Bureau 109, Ste-Foy

Vitavie au naturel  
5455, boul. des Forges  
Trois-Rivières  
Commandes postales :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
341-A, boul. Saint-Joseph  
Gatineau

Boutique Luc Mathieu  
2622, rue King Ouest  
(à l'arrière de l'édifice 2630)  
Sherbrooke

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
127A, boul. des Promenades  
(Promenades St-Bruno)  
St-Bruno

Néo-Santé  
495, rue St-Georges  
St-Jérôme

Boutique Luc Mathieu  
227, rue Principale ouest  
Magog

Boutique Luc Mathieu  
104, route du Président-Kennedy (suite 100)  
Lévis

Vitavie au naturel  
3333, boul. du Carrefour Promenade  
Beauport

Ferti 2000 : commandes postales  
Tél. : 514 272-1365  
Ligne extérieure : 1 800 272-1365

SANTÉ EN DIRECT  
Ligne ouverte avec Johanne Verdon  
sur les ondes de CJLV 1570AM

Samedi et Dimanche de 8h à 11h.  
En rediffusion mercredi de 11h à 12h.

### LIQUIDATION DE FAILLITE

DU JAMAIS VU!!

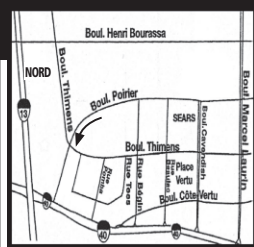
1<sup>er</sup> tapis  
80%  
de rabais  
2<sup>e</sup> gratuit  
(valeur égale  
ou moindre du premier)

4 JOURS  
SEULEMENT

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!  
(Ce n'est pas un encan.)

Rabais de 80%  
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés). Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.



11, 12, 13 et 14 octobre

Heures d'ouverture :  
Vendredi 11 octobre: 11h à 19h  
Samedi 12 octobre: 11h à 18h  
Dimanche 13 octobre: 11h à 17h  
Lundi 14 octobre: 11h à 17h

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimons)



## ACTUALITÉS

## René Charlebois laisse un testament vidéo

Le motard pourrait avoir servi d'informateur à l'ancien policier Benoit Roberge

CAROLINE TOUZIN  
ET DANIEL RENAUD

René Balloune Charlebois a tourné au moins une vidéo d'adieu destinée à ses proches après son évasion de prison, ont indiqué plusieurs sources, hier, à *La Presse*. Ce testament visuel démontre hors de tout doute que le motard, qui s'est suicidé le 25 septembre près de Sorel après une cavale de deux semaines, envisageait sérieusement la possibilité que sa fuite se termine mal.

Des sources nous ont confié que Charlebois avait des idées noires depuis que sa femme l'avait quitté et avait refait sa vie. L'idée qu'il ne pourrait pas la retrouver à sa libération conditionnelle totale en 2016 lui aurait été difficile à accepter.

Mais d'autres croient cependant que l'étonnante évasion du motard alors qu'il se dirigeait vers la sortie a été motivée par « une échéance qui approchait ». « Lorsque l'on connaîtra la nature de cette échéance, on aura la clé de cette affaire », nous a-t-on dit.

## Informateur de la police?

Selon des informations dignes de foi, Charlebois serait

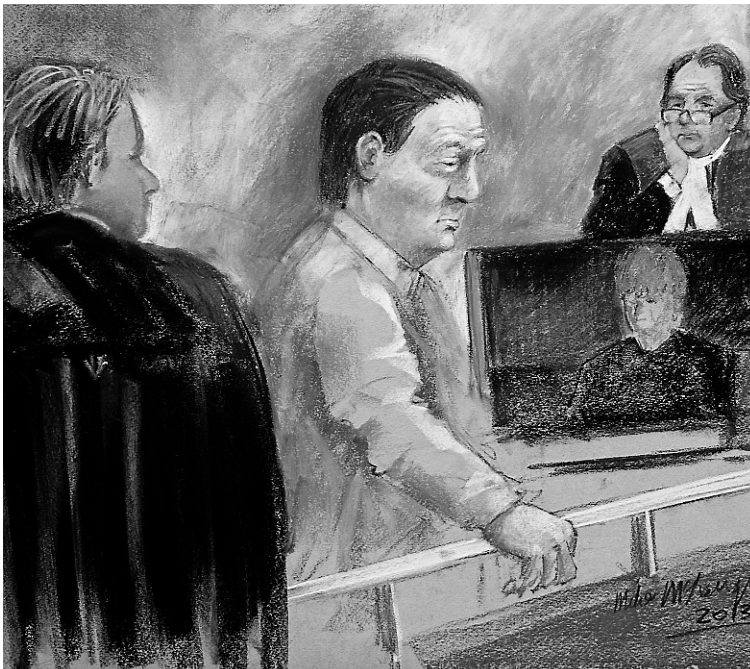


PHOTO MIKE MCLAUGHLIN, LA PRESSE CANADIENNE D'APRÈS UN CROQUIS  
L'ancien enquêteur Benoit Roberge, qui fait face à plusieurs chefs d'accusation, aurait utilisé René Balloune Charlebois comme informateur, selon des sources, ce qui expliquerait le suicide du Hells Angel.

devenu un informateur de la police et aurait préféré choisir sa mort plutôt que de se « faire passer » en prison. Des médias avancent que le secret du double jeu de Charlebois était sur le point d'être éventé et que c'est la raison pour laquelle il s'est suicidé.

Le motard aurait été indic pour le compte de

l'ancien policier expert en motards Benoit Roberge, arrêté samedi dernier. La Sûreté du Québec, qui mène l'enquête sur Benoit Roberge, est en possession de conversations enregistrées entre l'ancien policier et le Hells Angel. Même si les téléphones intelligents entrés illégalement

pullulent dans les pénitenciers, on ne peut exclure que des conversations se soient tenues par le biais d'une tierce personne, en conférence téléphonique, comme cela se fait souvent dans les pénitenciers. Dans ce cas, on ne peut écarter que cette tierce personne pourrait avoir enregistré et conservé des conversations remises aux enquêteurs.

## En prison pour deux autres semaines

Benoit Roberge est revenu en cour, hier, pour annoncer qu'il changeait d'avocat. L'enquête sur sa remise en liberté, qui devait avoir lieu, a donc été reportée pour la forme au 17 octobre, afin de permettre la divulgation de la preuve à la défense. L'accusé a demandé et obtenu le droit de ne pas être présent.

Tout comme à sa première comparution, Roberge a gardé les yeux au sol, le dos voûté. Il portait les mêmes vêtements que lundi.

Cet ancien spécialiste des motards criminels à la police de Montréal est maintenant défendu par M<sup>c</sup> Gerald Soulière, un criminaliste qui a représenté plusieurs policiers dans le passé, dont Stéphanie

Pilote, la coéquipière de Jean-Loup Lapointe, lors de l'enquête publique du coroner sur la mort de Fredy Villanueva.

Roberge assumerait lui-même ses frais de défense. *La Presse* a vérifié auprès de la Fraternité des policiers de Montréal, du Service de police de la Ville de Montréal et de Revenu Québec. Tous trois ont

## L'étonnante évasion du motard René Balloune Charlebois alors qu'il se dirigeait vers la sortie pourrait avoir été motivée par « une échéance qui approchait ».

indiqué qu'ils n'allaient pas déboursier un sou pour défendre leur ancien employé ou membre.

Après avoir pris sa retraite de la police de Montréal plus tôt cette année, l'ex-enquêteur est devenu chef du service du renseignement à Revenu Québec. Hier, l'agence a annoncé dans un communiqué laconique qu'elle avait choisi de mettre fin à son lien d'emploi. L'ancien policier est soupçonné d'avoir vendu des renseignements aux Hells Angels. Il fait face à quatre chefs d'accusation, dont gangstérisme et abus de confiance.

## Sa conjointe blanchie, mais toujours suspendue

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales a profité de la comparution de Roberge pour éclaircir la situation de la conjointe de l'accusé, une procureure de la Couronne au Bureau de lutte au crime organisé.

M<sup>c</sup> Nancy Potvin a été rencontrée par la Sûreté du Québec depuis son retour précipité de vacances en raison de l'arrestation de son conjoint. Elle est blanchie de tout soupçon, a confirmé la procureure en chef au bureau des relations publiques et de l'information du DPCP, M<sup>c</sup> Martine Bérubé.

M<sup>c</sup> Potvin a été relevée provisoirement de ses fonctions avec salaire dès samedi. Cette mesure est toujours en vigueur pour « lui permettre de reprendre le contrôle de sa vie personnelle », a indiqué M<sup>c</sup> Bérubé.

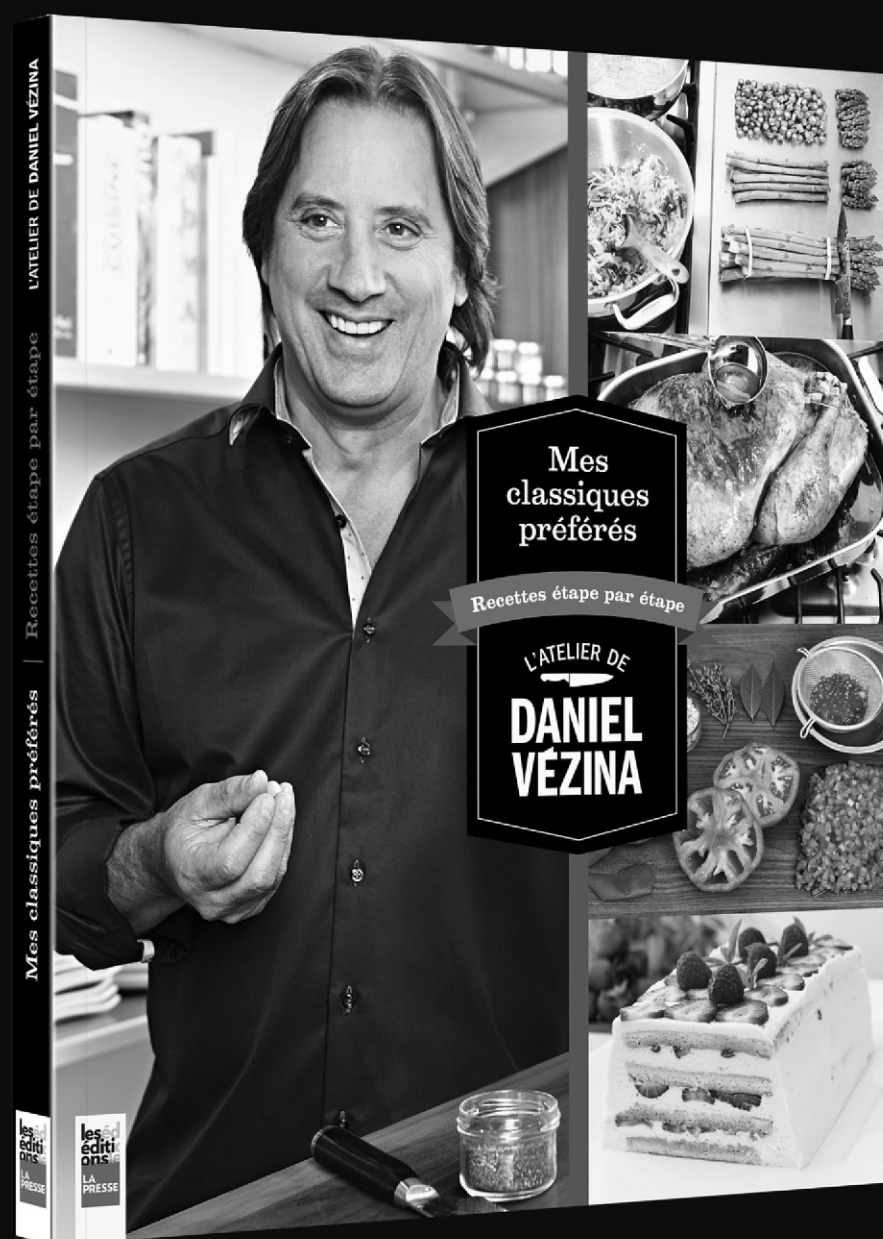
Des sources nous ont enfin indiqué que des policiers avaient été soumis au test du détecteur de mensonges, hier, dans la foulée de l'enquête qui se poursuit sur Benoit Roberge et les fuites au profit du crime organisé.

— Avec la collaboration de Fabrice de Pierrebourg

## NOUVEAUTÉ

## Pour réussir vos classiques à tout coup!

Une présentation étape par étape

Offert en librairie ou sur  
editionslapresse.ca

Aussi en format PDF et E-pub

leséd  
éditions  
ons  
LA  
PRESSEProjet Celsius  
La prison pour  
quatre accusés

Quatre individus qui ont importé 15 tonnes de résine de cannabis par bateau et train en 2010 ont été condamnés à des peines de trois à sept ans de prison cette semaine. Brian Forget, 46 ans, George Morton, 35 ans, Ira Orenbach, 30 ans, et Lorne Beerworth, 49 ans, ont été arrêtés en 2012 dans un projet de la GRC baptisé Celsius visant un réseau lié au crime organisé irlandais et au clan Dubois. Les quatre condamnés avaient plaidé coupable à différentes accusations en mai dernier. Forget est celui qui a reçu la plus longue peine. Trois des individus arrêtés dans l'opération Celsius, dont Beerworth, occupaient des fonctions au port de Montréal. Trois individus arrêtés sont toujours devant les tribunaux, dont la principale cible, Alain Charron, un ancien tueur à gages du clan Dubois proche du caïd Reynald Desjardins.

— Daniel Renaud

POLICIER BATTU AU MEXIQUE

# Six ans et demi de prison pour un des accusés

DANIEL RENAUD

Un des deux individus accusés d'avoir menacé un policier qui a aussi été violemment battu au Mexique en janvier 2011 a été condamné à six ans et demi de prison pour trafic de stupéfiants et gangstérisme cette semaine à Longueuil.

Marc-André Lachance, 30 ans, alias Lucky, considéré par la police comme un sympathisant des Hells Angels, du moins à une époque pas si lointaine, avait été arrêté en novembre 2011 dans le cadre d'une opération baptisée Carcan, qui est d'ailleurs revenue dans l'actualité cette semaine avec l'arrestation du policier Benoit Roberge.

Dans Carcan, les policiers de l'Escouade régionale mixte de Montréal, chapeauté par la Sûreté du Québec, ont démantelé trois cellules de trafic de stupéfiants liées aux Hells Angels. Les groupes dirigeaient leurs activités principalement sur la Rive-Sud.

Mais la veille de l'opération, des fuites ont circulé dans le milieu criminel sur une frappe imminente, tant et si bien que deux chefs de clan de la mafia, craignant d'être visés par l'opération, ont passé la nuit à l'hôtel.

La Sûreté du Québec passera à la loupe l'enquête Carcan pour vérifier si le policier Roberge peut être à l'origine de ces fuites. Lachance était le principal accusé de l'opération Carcan au cours de laquelle 25 personnes ont été arrêtées, une cinquantaine de perquisitions effectuées et une importante quantité de stupéfiants, d'armes et d'argent saisi.

## Pas au bout de ses peines

Lundi, au palais de justice de Longueuil, Marc-André Lachance a plaidé coupable à des accusations de gangstérisme, complot pour trafic de stupéfiants, possession de stupéfiants dans un but de trafic, possession d'arme prohibée et recel. En soustrayant la détention préventive calculée en simple, il lui reste quatre ans et sept mois de prison à purger. Mais Lachance n'en a pas fini avec la justice pour autant. Lui et un membre du crime organisé irlandais, Shane Kenneth Maloney, sont toujours accusés d'avoir menacé un enquêteur du SPVM violemment passé à tabac à Playa Del Carmen en janvier 2011. Ils contestent cependant en Cour supérieure la validité des accusations portées ici alors que les événements sont survenus au Mexique.

Rappelons que Maloney est également toujours accusé à la suite de l'opération Loquace, un autre important projet de la SQ mené en novembre 2012 dans lequel il y a eu des fuites. Cette enquête sera elle aussi examinée à la suite de l'arrestation de Benoit Roberge. C'est la conjointe de ce dernier qui était la procureure de la Couronne attitrée au dossier, mais elle a été relevée provisoirement de ses fonctions avec traitement. Cette dernière

## Santé Des souris au palais

Le palais de justice accueille depuis quelque temps des visiteuses indésirables: des souris. Le problème ne serait pas alarmant, mais assez préoccupant pour qu'une entreprise en extermination soit contactée. L'entreprise spécialisée devait justement se rendre au palais hier après-midi pour évaluer la situation, a indiqué Martin Roy, porte-parole de la Société immobilière du Québec qui gère cet édifice public. Quatre incidents ont été signalés au cours du dernier mois. Au dire de M. Roy, c'est la première fois qu'un problème de souris est rapporté au palais de justice. Des pièges autocollants ont été installés. « Actuellement, il y a des travaux au palais et à [la station de métro] Champ-de-Mars [pour le CHUM]. Ils creusent des canalisations et ça dérange des espèces qui y vivent », souligne le porte-parole. — Christiane Desjardins

n'aurait rien à se reprocher dans cette retentissante affaire précisent la Sûreté du Québec et le directeur des poursuites criminelles et pénales.

Pour joindre Daniel Renaud en toute confidentialité: 514-285-7000, poste 4918



Marc-André Lachance

## MARC-ANDRÉ LACHANCE

- > 30 ans
- > Surnoms : Lucky, Box
- > Propriétaire d'un salon d'esthétique et d'une école de boxe
- > Dirigeait l'une des cellules démantelées dans le projet Carcan.
- > Arbore une longue cicatrice en S sur le côté gauche du visage à la suite d'une agression avec un proche d'un membre de gang de rue.

Du vendredi 11 au lundi 14 octobre 2013

## Week-end de l'Action de grâce

Tous les magasins La Baie d'Hudson sont ouverts le lundi 14 octobre, jour de l'Action de grâce.

## Rabais additionnel de 15 %

sur presque tout en magasin et à [labaie.com](http://labaie.com)

lorsque vous réglez vos achats au moyen de votre carte

MasterCard® La Baie d'Hudson ou de votre carte

de crédit La Baie d'Hudson. Précisions plus bas.



## 30 % de rabais

Robes CALVIN KLEIN, ANNE KLEIN, EVAN-PICONE et NINE WEST pour femme au rayon des robes

30 % de rabais sur les cravates et chemises habillées pour homme

Sur nos prix ordinaires. Voir les exceptions plus bas.

1300 \$ de rabais

998 \$

Ord. 2298 \$

Duo-sommeil à plateau standard Recharge Castlebridge de BEAUTYREST, format grand lit

Jusqu'à 3000 \$ de rabais sur les autres matelas

## 60 % de rabais

Batterie de cuisine 12 pièces en inox GORDON RAMSAY avec spatule et cuillère à égoutter en prime

50 % de rabais sur une sélection d'autres batteries de cuisine

## 40 à 50 % de rabais

Ensembles de draps et ensembles housse de couette Spectrum DISTINCTLY HOME

**CYBERLUNDI – 14 OCTOBRE. DES OFFRES EXCLUSIVES À LABAIE.COM SEULEMENT.**



9999

Ord. 169 \$

Hauts à col roulé en cachemire LORD & TAYLOR pour femme

30 % de rabais sur d'autres tricotés en cachemire et en mélange de cachemire

Voir les exceptions plus bas.

En exclusivité



La meilleure offre LANCÔME de l'année.

EN PRIME à l'achat de 35 \$\* ou plus de produits LANCÔME, obtenez 8 des produits les plus populaires de LANCÔME. Une valeur approximative allant jusqu'à 178 \$. En exclusivité

# LA BAIE D'HUDSON

En magasin et à [labaie.com](http://labaie.com)

Exceptions aux offres suivantes : Tricotés en cachemire et en mélange de cachemire : articles du magasin-entrepôt LA BAIE D'HUDSON, 424 Fifth Lord & Taylor et articles dont le prix se termine par 99 ¢. Robes pour femme : articles du magasin-entrepôt LA BAIE D'HUDSON et articles Calvin Klein au prix ordinaire de 175 \$ et plus. Cravates et chemises habillées pour homme : articles du magasin-entrepôt LA BAIE D'HUDSON, Hudson Room, Ted Baker, Lines In, Impuntura, Bugatti, Calvin Klein Collection, Hugo Boss, J. Lindeberg, Klaus Roemer, Pure, Robert Graham, Ströberg, Van Gils, Victorinox, Zegna, Sterling, Thompson, Allegri, Andrew Marc, Sanyo, Coppley et Samsohn. LANCÔME : \* Avant taxes. Offre prend fin le 3 novembre 2013. Tant qu'il y en aura. Une prime par personne. Tous les produits choisis doivent être différents. La valeur est calculée d'après le prix au millième ou au gramme des produits de format courant. La prime en ligne peut varier. OFFRE AVEC CARTE DE CRÉDIT LA BAIE D'HUDSON : Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. La Baie d'Hudson, Crédi La Baie d'Hudson, lab.com et leurs logos respectifs sont des marques de commerce de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le crédit est accordé par Capital One Bank (succursale canadienne). Capital One® est une marque déposée de Capital One Financial Corporation. MasterCard et le logo MasterCard sont des marques déposées de MasterCard International Incorporated. Toutes les marques sont utilisées sous licence. Tous droits réservés.

MONDE

Réduction de l'aide militaire américaine à l'Égypte

Un pari jugé dangereux

PHILIPPE MERCURE

L'Égypte a réagi hier avec colère à la décision des États-Unis de sabrer temporairement l'aide militaire versée au pays. Selon les experts, cette « demi-mesure » adoptée par Washington ratifiera la cible et risque de se retourner contre le gouvernement.

Le Caire « ne capitulera pas face à la pression américaine », a tonné hier un porte-parole du régime égyptien, voyant la livraison d'hélicoptères de combat, d'avions de chasse et de missiles interrompue par la décision de Washington de diminuer drastiquement son aide militaire annuelle de 1,3 milliard US à l'Égypte.

Les Américains ont ainsi voulu envoyer le message qu'ils n'endossent pas la répression sanglante des manifestants et les égarements démocratiques du nouveau gouvernement égyptien, qui a pris le pouvoir par la force en juillet dernier en renversant le gouvernement élu de l'ex-président Mohamed Morsi.

Mais selon David Pollock, un ancien conseiller du gouvernement américain pour le Moyen-Orient aujourd'hui associé au Washington Institute, Washington vient d'adopter une « demi-mesure » qui ne mènera nulle part.

« Cette annonce est un compromis qui reflète le débat interne qui a lieu aux États-Unis sur l'Égypte, et non une action réfléchie et stratégique », a-t-il dit hier à La Presse.

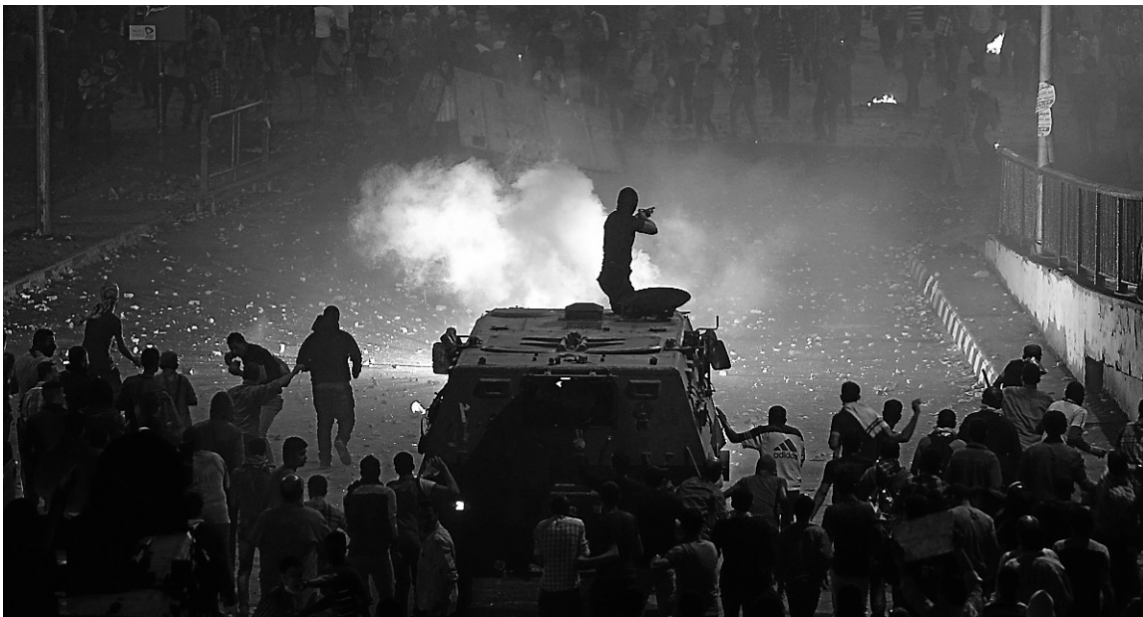


PHOTO AMR ABDALLAH, REUTERS

La répression féroce exercée par le pouvoir égyptien à l'endroit des partisans du président déchu Mohamed Morsi a amené les États-Unis à réduire leur aide militaire.

Le gouvernement Obama n'a jamais voulu qualifier de « coup d'État » le renversement du régime de Morsi par l'armée, pour une raison bien simple: légalement, il aurait alors dû interrompre l'importante aide militaire qu'il apporte à ce pays, considéré avec l'Arabie saoudite et Israël comme l'un de ses principaux alliés au Moyen-Orient.

Une décision « boomerang »

Or, plusieurs politiciens conservateurs aux États-Unis militent pour infliger une « punition » à l'Égypte en coupant l'aide en totalité. Samir Saul, historien des relations internationales à l'Université de Montréal, croit aussi que

Washington a choisi de couper la poire en deux en sabrant en partie, et temporairement, son soutien militaire à l'Égypte.

« Les États-Unis sentent que l'Égypte leur échappe et ne savent pas trop s'ils doivent réagir par la punition ou la persuasion, dit-il. Ils ont adopté un compromis irréfléchi qui, selon moi, aura pour impact d'éloigner encore l'Égypte des États-Unis. »

Selon lui, ce geste est un « boomerang » qui se retournera contre Washington, notamment en ravivant le sentiment antiaméricain des Égyptiens.

En entrevue à l'AFP, d'autres experts ont tenu le même discours. L'un d'eux a notamment

qualifié le geste américain de « mesure à court terme déconnectée de toute stratégie globale ».

« L'administration américaine accentue la pression sur le gouvernement égyptien pour qu'il change de politique à l'égard des pro-Morsi, mais cela n'arrivera pas », a renchéri Hassan Nafaa, professeur de sciences politiques à l'Université du Caire.

Notons que les Américains ont maintenu le volet de leur aide destiné à lutter contre le terrorisme, faisant dire à certains observateurs que les États-Unis étaient davantage intéressés à assurer la sécurité d'Israël, leur grand allié dans la région, qu'à aider l'Égypte.

Selon Samir Saul, de l'Université de Montréal, l'aide militaire et économique versée à l'Égypte par les États-Unis n'est pas désintéressée: elle vise à leur assurer le soutien du pays arabe le plus peuplé du globe.

« Les États-Unis sont demandeurs dans ce contexte. On aide parce qu'on veut contrôler », dit-il.

David Pollock, du Washington Institute, croit toutefois que l'Égypte apprécie énormément l'équipement et l'entraînement militaire fournis par les États-Unis, et qu'il lui faudrait plu-

« Cette annonce est un compromis qui reflète le débat interne qui a lieu aux États-Unis sur l'Égypte, et non une action réfléchie et stratégique. » — David Pollock, chercheur au Washington Institute

sieurs années pour développer une relation avec un autre pays qui pourrait lui fournir un soutien équivalent.

Il croit aussi que l'Égypte bénéficie indirectement du support américain comme d'une espèce de « caution » morale.

« C'est un signe de confiance envers le gouvernement égyptien et la stabilité du pays qui rassure autant les investisseurs et les touristes que les autres gouvernements et les institutions comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, dit-il. En termes de dollars, cet effet indirect est beaucoup plus important que l'aide elle-même. »

Selon lui, ces raisons font en sorte qu'à long terme, les deux pays sont condamnés à entretenir une bonne relation.

« Les deux côtés ont un grand intérêt à aller au-delà de ce différend », dit-il.

Une région en eau trouble

L'Égypte n'est pas le seul pays à naviguer en eau trouble à la suite du Printemps arabe de 2011. Découvrez d'autres événements récents ayant touché des pays de la région.

Libye

On sait que tout ne tourne pas rond dans un pays lorsque le premier ministre se fait enlever par des rebelles en sortant de chez lui. C'est le sort qu'a subi hier Ali Zeidan, premier ministre de la Libye, qui a été libéré après plusieurs heures de détention. « J'espère que ce problème sera réglé avec raison et sagesse », a dit M. Zeidan peu après sa libération, disant vouloir éviter que l'événement ne conduise à une « escalade ». La séquestration a été revendiquée par la Cellule des opérations des révolutionnaires de Libye, qui relève officiellement des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Le groupe a dit avoir « arrêté » le premier ministre sur ordre de la justice libyenne, ce que le gouvernement s'est empressé de nier. Deux ans après le renversement du colonel Mouammar Kadhafi, la Libye n'a toujours pas de constitution, et les tensions entre islamistes et forces séculaires paralysent le Parlement.

Maroc

Une photo d'un garçon de 15 ans qui embrasse une adolescente de 14 ans: voilà tout ce qu'il a fallu pour déclencher une crise au Maroc. Le baiser a été photographié par un autre adolescent de 15 ans, puis publié sur Facebook. Résultat: les autorités marocaines ont arrêté le couple et le photographe et les ont jetés dans un centre de détention pour mineurs. L'arrestation a déclenché des manifestations au Maroc et a été dénoncée par Amnesty internationale. Elle montre surtout que même s'il n'a pas été renversé pendant le Printemps arabe, le régime du roi Mohammed VI navigue dans des eaux mouvementées. Le Maroc avait jeté du lest pendant le Printemps arabe en adoptant une nouvelle constitution réduisant les pouvoirs du roi et en formant un nouveau gouvernement. Mais les problèmes économiques perdurent et le mécontentement se traduit toujours par des manifestations.



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Tunisie

Ce n'est pas tous les jours qu'un parti au pouvoir décide de se retirer pour céder sa place à un nouveau gouvernement. C'est pourtant ce qu'a annoncé le week-end dernier le parti islamiste Ennahda, qui gouverne la Tunisie. De concert avec l'opposition, Ennahda a convenu de se retirer au profit d'un nouveau gouvernement de « technocrates » qui générerait le pays jusqu'aux prochaines élections, prévues en décembre. Les élus de la Tunisie tentent ainsi d'apaiser la crise qui menace de faire dérailler la toute nouvelle démocratie du pays, installée en octobre 2011. Berceau du Printemps arabe, la Tunisie a connu des lendemains difficiles, la gouvernance du parti islamiste provoquant des frictions dans ce pays à la tradition séculaire. Plus tôt cette année, le meurtre de deux dirigeants de l'opposition a exacerbé les tensions. — Avec AFP, BBC et The Guardian

NOUVEAU FACELIFT DU DR N. FANOUS M.D.O.R.L.F.R.C.S.(c) Avant Après Facelift & front C'est le but du nouveau facelift "Mobilité optimale", créé par le Dr Fanous, chirurgien et enseignant d'université. Ce lifting utilise un minimum de cicatrices et de chirurgie, sans anesthésie générale. Vous paraîtrez comme vous étiez il y a 13 ans. (514) 935-9906 ou 1-800-795-1784 Montréal www.chirurgieesthetique123.com



LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2013-10-10. Lotto D 1 6 4 5 3 3 5 3. Power 3 6 7 D A. Banco 01 04 05 07 09 11 13 14 16 17 18 19 23 28 32 39 41 57 63 66. Jour - Mois - Année - Signe 18 AVRIL 00 SCORPION. Quatre 3 872 4 5040. Triplex 11 14 17 36 38. Extra 1885921. Ce soir, 30 MILLIONS \$ (approximatif). En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Sri Lanka Harper critiqué. Le Sri Lanka a critiqué, hier, la décision du premier ministre canadien Stephen Harper de boycotter le sommet du Commonwealth le mois prochain à cause du bilan des droits de la personne dans ce pays. Un porte-parole du gouvernement sri-lankais, Keheliya Rambukwella, a déclaré que M. Harper menait un « combat solitaire » et qu'il n'avait pas réussi à persuader les autres membres du Commonwealth d'annuler eux aussi leur présence. Harper a accusé le pays organisateur de ne pas respecter les valeurs fondamentales du Commonwealth. — AP

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE. ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT. RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE ET AUSSI CELLES DES SEMAINES PRÉCÉDENTES SUR LAPRESSE.CA/PERSONNALITE. Partenaires de l'excellence AIR CANADA RioTintoAlcan Financière Manuvie Pour votre avenir

## LE TOUR DU GLOBE

**Azerbaïdjan**  
**Aliiev triomphant,**  
**scrutin entaché**

Le président sortant de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliiev, a salué hier le « triomphe de la démocratie » lors de l'élection dans ce pays du Caucase, scrutin qu'il a remporté avec près de 85 % des suffrages. Les observateurs de l'OSCE ont pour leur part fait état de « manquements qui doivent être réglés pour permettre à l'Azerbaïdjan de respecter entièrement ses engagements pour de véritables élections démocratiques ».

— Agence France-Presse

**Europe Malala**  
**obtient le prix**  
**Sakharov**

En lice pour le prix Nobel de la paix décerné aujourd'hui, la jeune militante pakistanaise pour le droit à l'éducation Malala Yousafzai, 16 ans, devenue un symbole mondial de lutte contre l'extrémisme religieux, a obtenu hier le prestigieux prix Sakharov du Parlement européen.

— Agence France-Presse

**Liberia Charles Taylor**  
**sera emprisonné**  
**au Royaume-Uni**

L'ex-président libérien Charles Taylor, condamné à 50 ans de prison pour crimes contre l'humanité commis lors de la guerre civile en Sierra Leone, purgera sa peine au Royaume-Uni, a annoncé hier le ministère de la Justice britannique. Le gouvernement britannique s'était engagé, il y a six ans, à ouvrir la porte d'une de ses cellules à M. Taylor en cas de condamnation de ce dernier.

— Agence France-Presse

**Russie Le père**  
**d'Edward Snowden**  
**à Moscou**

Le père d'Edward Snowden, l'ex-consultant du renseignement américain réfugié en Russie après ses révélations sur la surveillance électronique des États-Unis, est arrivé hier à Moscou, où il doit voir son fils dans un lieu tenu secret. « Je suis là pour [...] en savoir plus sur la situation de mon fils », a-t-il déclaré, selon des images tournées par la télévision publique russe.

— Agence France-Presse

## CRISE DE LA DETTE

# Signes de dégel à Washington



**RICHARD HÉTU**  
COLLABORATION SPÉCIALE

**NEW YORK — Largement désavoués par le public américain depuis le début de la paralysie partielle de l'État fédéral, les élus républicains de la Chambre des représentants ont fait hier une première concession à Barack Obama, qui s'est cependant gardé de l'accepter sur-le-champ.**

Au sortir d'une réunion matinale avec ses troupes, le président de la Chambre, John Boehner, a annoncé qu'il tiendrait sous peu un vote pour relever de façon temporaire le plafond de la dette publique des États-Unis, actuellement d'environ 16 700 milliards de dollars. En échange d'un tel vote, le président et ses alliés démocrates du Congrès devraient promettre de participer à des négociations pour réduire les déficits budgétaires à long terme et réformer le code fiscal.

Or, à la fin d'une journée qui aura vu Wall Street se réjouir de la possibilité d'une solution temporaire à une crise de la dette — appréhendée par tous —, le président s'est montré circonspect. Lors d'une rencontre à la Maison-Blanche avec 20 élus républicains de la Chambre, il a fait valoir que leur plan ne mettrait pas fin à la paralysie de l'État fédéral, qui dure depuis le 1<sup>er</sup> octobre en raison d'une impasse sur le budget 2014.

Les élus républicains ont répliqué qu'ils pourraient approuver une réouverture des services fédéraux au début de la semaine prochaine si le président acceptait leur offre.

« Le président n'a pas dit oui, il n'a pas dit non », a déclaré le représentant du Wisconsin Paul Ryan, l'un des participants à la rencontre.

« Nous avons mis une offre sur la table. Nous avons eu une conversation longue et franche sur le sujet. Nous avons convenu de continuer



Des sénateurs démocrates se sont regroupés hier dans les marches du Capitole, à Washington, pour réclamer la fin de la paralysie de l'État.

PHOTO JASON REED, REUTERS

à parler et à négocier», a-t-il ajouté.

La Maison-Blanche s'est également dite prête à poursuivre les pourparlers avec les républicains de la Chambre.

**« Nous avons mis une offre sur la table. Nous avons eu une conversation longue et franche sur le sujet. Nous avons convenu de continuer à parler et à négocier. »**

— Paul Ryan, représentant républicain du Wisconsin

« Après une discussion sur les voies de progrès possibles, aucune décision n'a été prise », a indiqué la Maison-Blanche dans une déclaration écrite. « Le président continue d'espérer faire des progrès avec les membres des deux partis. »

**Une percée**

Malgré la réaction circonspecte du président Obama, l'offre des républicains de la Chambre représente une percée après plus d'une semaine de débats tendus

à Washington. La Chambre pourrait organiser dès aujourd'hui son vote sur un relèvement du plafond de la dette jusqu'au 22 novembre.

Selon le Trésor américain, les États-Unis risquent de se trouver en situation de défaut

de paiement si le Congrès ne relève pas la limite légale de la dette avant le 17 octobre. Un défaut de paiement mènerait au « chaos », a affirmé hier le secrétaire au Trésor, Jack Lew, lors d'une audition devant une commission du Sénat.

Les élus républicains du Sénat ont également présenté un plan pour mettre un terme à la paralysie de l'État fédéral et assurer le relèvement du plafond de la dette pour une période de trois mois.

Ces signes de dégel ne sont pas étrangers à la réaction négative du public américain à l'égard des tactiques républicaines qui ont contribué à la crise actuelle à Washington. Selon un sondage Gallup publié avant-hier, seulement

**LE SCÉNARIO**  
**CATASTROPHE**  
**DU FMI**

Quelles seraient les répercussions mondiales de la paralysie partielle de l'État fédéral pendant deux mois jumelée au refus du Congrès de relever le plafond légal de la dette publique des États-Unis avant le 17 octobre?

Pour répondre à cette question, le Fonds monétaire international a fait appel à ses économistes, qui ont accouché d'un scénario catastrophe dévoilé par le journal français *Le Figaro*. Selon ces experts, l'économie mondiale subirait un choc semblable à celui qui a suivi la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, tant sur le plan financier qu'en termes économiques.

C'est donc dire que le krach des marchés boursiers serait accompagné d'une chute du commerce mondial.

Les économistes du FMI ont prévu deux autres scénarios de crise moins dramatiques sur lesquels la directrice générale de l'organisation, Christine Lagarde, n'a pas voulu s'étendre hier en conférence de presse.

— Richard Hétu, collaboration spéciale

28 % d'Américains ont une opinion favorable au Parti républicain, un record d'impopularité depuis le début de cet indice.

Cela dit, les élus républicains issus du Tea Party pourraient voter en bloc contre un relèvement du plafond de la dette, ayant promis de ne jamais accepter une telle mesure. Ils pourraient aussi se rebeller contre le fait que les dirigeants républicains semblent avoir complètement abandonné leurs demandes concernant la réforme de la santé de Barack Obama, leur fixation et bête noire.



promo  
**TPS & TVQ**  
ou 36 versements\*

**NATUZZI**  
\*Détails en magasin. Modèles sélectionnés. Peut prendre fin sans préavis. Promotion non-jumelable. Photo à titre indicatif.

Saint-Basile-le-Grand 267, boul. Sir-Wilfrid-Laurier (Rte 116) 1 800 363 9408  
Saint-Jean-sur-Richelieu 126, rue Jacques-Cartier Nord 1 800 363 1090

maisonethier.com 

**MAISON ETHIER**

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## La ligne dure



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Le gouvernement Marois a décidé d'ignorer toutes les objections et d'imposer aux Québécois une mesure dont un grand nombre d'entre eux ne veulent pas, de bafouer les droits fondamentaux des minorités religieuses, de diviser la province à des fins partisanes. On est consterné à la vue d'un gouvernement minoritaire se moquant avec autant d'insouciance des inquiétudes suscitées par sa politique.

«Un Québec pour tous» ... sauf ceux qui souhaitent jouir du droit universellement reconnu de manifester sa foi en public.

Trois anciens premiers ministres et chefs du PQ ont suggéré à M<sup>me</sup> Marois de limiter l'interdiction des signes religieux aux représentants de l'État en situation d'autorité. Leur opinion a été ignorée. La Coalition avenir Québec a aussi proposé une avenue de compromis; le gouvernement a rejeté l'idée du revers de la main.

Mercredi, Québec solidaire a déposé un projet de loi susceptible d'obtenir une vaste adhésion, à condition que le gouvernement souhaite calmer le jeu plutôt qu'exciter les préjugés. Avec raison, la députée Françoise David a souligné les risques d'utiliser une question aussi délicate à

des fins électorales: «Quand [la polarisation] se fait sur des questions d'identité, malheureusement, ça se fait sur le dos des minorités, ça se fait sur le dos des gens vulnérables.»

Le ministre responsable du dossier, Bernard Drainville, a eu tôt fait de repousser cette position en la jugeant «très, très minimaliste». Minimaliste de se préoccuper du droit au travail des femmes de religion musulmane? Minimaliste de rechercher un équilibre entre la laïcité et le droit fondamental de pratiquer sa religion? C'est plutôt un propos sage et rassembleur, qu'on aurait aimé entendre de la bouche de la première ministre.

Un autre ministre à l'arrogance ostentatoire, Jean-François Lisée, a eu le culot de déclarer que le prochain maire de Montréal «ne pourra pas dire qu'il a un mandat des Montréalais» pour s'opposer à la charte des valeurs péquistes. Quel mandat a donc le Parti québécois pour concocter un tel projet? Faut-il rappeler que ce gouvernement a été élu avec seulement 32% du vote dans la province? Que des 28 députés de l'île, seulement 6 portent les couleurs du PQ?

Selon ce que rapporte notre collègue Denis Lessard, toujours bien informé, le gouvernement Marois n'a aucune intention de mettre de l'eau dans son vin. Au contraire, il veut y ajouter quelques gouttes de vinaigre pour s'assurer que la plaie ne guérisse pas.

«Un Québec pour tous», affirme le slogan de ce gouvernement. S'il maintient la ligne dure, on conclura que le «tous» des péquistes exclut les Québécois souhaitant jouir de «la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seul ou en commun, tant en public qu'en privé», telle que garantie par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## La vie simple



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Alice Munro est une vieille dame de 82 ans très belle et très digne. Elle a beaucoup écrit, mais peu parlé, fuyant les projecteurs, menant une vie simple dans une petite ville de l'Ontario, satisfaite de la vie malgré le deuil et la maladie. Son plus récent ouvrage offert en traduction s'intitule *Trop de bonheur*. Son dernier, en partie autobiographique: *Dear Life* (non encore traduit). Le dernier dans le plein sens du terme, d'ailleurs: en juillet 2012, elle a annoncé qu'elle accrochait sa plume.

Est-ce que le fait d'avoir remporté le prix Nobel de littérature pourrait modifier ses intentions?

Hier, elle n'a que brièvement

**Nobel de littérature:**  
«Je n'ai aucun autre talent que l'écriture», dit Alice Munro.

commenté cet ultime hommage, elle qui a été publiée dans les prestigieux *New Yorker* et *Atlantic Monthly*, qui a été adaptée à l'écran, qui est déjà ensevelie sous les prix (entre autres: celui du Gouverneur général du Canada à trois reprises et le très prestigieux Booker Prize). Mais le Nobel de littérature, une première pour le Canada, c'est évidemment autre chose...

Munro est depuis longtemps un grand nom de la littérature dans le monde anglo-saxon et s'est constitué un lectorat fidèle en France.

Au Québec, elle n'est pas très connue, probablement pas

très lue. Pourtant, la quasi-totalité de son œuvre, plus d'une douzaine de recueils de nouvelles et un roman, a été traduite. Et fort bellement, juge-t-on en général.

Alors pourquoi? D'abord, il s'agit de nouvelles, un genre que plusieurs, ici, considèrent comme mineur. Puis il y a les deux solitudes, bien sûr, ce qui ne change pas. En outre, le Canada anglais n'a pas de culture, avons-nous décidé une fois pour toutes: ça nous fait un petit velours bon marché. Mais il y a peut-être autre chose encore, qui tient à la manière Munro dans ses écrits comme dans sa vie.

À certains points de vue, Alice Munro est une sorte d'image en négatif de la flamboyante Margaret Atwood.

Munro est discrète, on l'a dit. Vit presque en réclusion. N'a jamais été abonnée aux cinq à sept littéraires. Travaille comme une artisanne, méthodiquement, dans le silence. Refuse les tournées de promotion. Surtout, elle a une conception de son métier tout aussi empreinte de modestie: elle ne fait ni dans la thèse sociale, ni dans la philosophie, ni dans l'envolée militante. «Je n'ai aucun autre talent [que l'écriture], je ne suis pas intellectuelle et je me débrouille mal comme maîtresse de maison!», a-t-elle dit un jour.

Ce en quoi Alice Munro excelle, c'est de «plonger au cœur de l'être humain», résume la BBC. Elle construit des histoires de petites gens, surtout des femmes, vivant dans les milieux ruraux qu'elle connaît bien, affrontant des dilemmes moraux à la fois déchirants et ordinaires, cherchant à faire la paix avec leur existence.

On l'a comparée à Anton Tchekhov, à cause de la ruralité et de l'humanisme. On comparera sans doute un jour un jeune écrivain à Alice Munro.

## QUÉBEC SONGE À RETIRER LE CRUCIFIX



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINION

## Financer la saucisse Hygrade



PIERRE-YVES MCSWEEN

L'auteur est comptable professionnel agréé, professeur d'administration au Cégep régional de

Lanaudière et chargé de cours à HEC Montréal. Il collabore régulièrement à la section Débats.

Lors de son passage à *Tout le monde en parle*, Gabriel Nadeau-Dubois a profité de la tribune offerte pour s'opposer aux subventions gouvernementales accordées aux écoles privées. Selon lui, il faudrait carrément éliminer les subventions au secteur privé et transférer l'argent au secteur public. Voilà un vœu pieux, mais est-ce souhaitable ou réalisable? Personne sur le plateau n'a jeté le moindre doute sur son affirmation. Et pourtant...

Au Québec, plus d'un étudiant sur dix étudie dans les écoles privées du primaire et du secondaire, sous la gouverne du ministère de l'Éducation. La première décennie suivant l'an 2000 a généré un transfert marqué des élèves du secteur public au secteur privé. La région montréalaise remporte la palme du recours au secteur privé: 3 étudiants sur 10 bénéficient de celui-ci.

Les parents payant des milliers de dollars au secteur privé pour y envoyer leurs enfants se retrouvent à payer une sorte d'impôt volontaire. En effet, comme une partie de leurs impôts finance déjà le système d'éducation, ne pas profiter de l'école publique gratuite revient à payer le système en double. Bien que l'étudiant moyen du secteur privé soit

subventionné en moyenne à 60% du montant de base octroyé à l'étudiant moyen du secteur public, cette façon de procéder permet à l'État de transférer une partie des risques d'affaires et immobiliers aux écoles privées. Cette contribution gouvernementale est supérieure lorsqu'on prend en compte les crédits d'impôt liés à ce secteur d'activité.

Donc, si on éliminait du jour au lendemain les subventions au secteur privé, des milliers d'étudiants québécois retourneraient au secteur public par incapacité des parents à éponger une hausse importante des coûts. Ainsi, seulement au point de vue de la logistique, nous nous retrouverions rapidement avec des écoles bondées au public et un secteur privé où certaines écoles seraient à l'agonie.

de la famille moyenne des institutions privées.

Ainsi, on diminuerait la subvention aux écoles privées non pas par idéologie, mais bien par quête d'une allocation optimale des ressources financières et gouvernementales.

Gabriel Nadeau-Dubois me répondrait peut-être que l'éducation, ce n'est pas un produit, et qu'elle doit être protégée de toute influence mercantile. À cela, on pourrait répondre que l'optimisation des ressources a justement pour but de gagner en efficacité pour maximiser le résultat obtenu de chaque dollar investi en éducation.

Éliminer les subventions au secteur privé à 100%, n'est-ce pas là une façon de créer cet élitisme parmi les plus aisés et venir réduire la mixité sociale de nos établis-

**Peut-on penser à une solution mitoyenne, où l'on subventionne moins les écoles privées, tout en s'assurant de minimiser le transfert massif d'étudiants au réseau public?**

Mais peut-on penser à une solution mitoyenne? C'est-à-dire s'approcher du point d'inflexion où on subventionne moins les écoles privées, tout en s'assurant de minimiser le transfert massif d'étudiants au réseau public? Ainsi, nous devrions établir une étude de sensibilité par secteur pour déterminer à partir de quel pourcentage de financement les parents seraient contraints de retourner leurs enfants au secteur public. En d'autres termes, il faut mesurer l'élasticité-prix

sements d'enseignement à forte valeur ajoutée?

M. Nadeau-Dubois, vous trouvez que je parle de l'éducation comme d'un processus? Eh bien, c'est un processus. On ne devrait pas se battre pour que tous les extrants soient identiques, mais bien pour que la machine à saucisses génère les meilleurs résultats avec les ressources limitées dont elle dispose.

À force de vouloir idéologiquement produire de la saucisse «no name», on finit par gaspiller de la «Hygrade».

## FRANÇOIS CARDINAL HONORÉ

L'Ordre des urbanistes du Québec remettra le 23 octobre son prix Blanche-Lemco-Van-Ginkel à 30 personnalités de la province, dont notre collègue François Cardinal. À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Ordre, 30 personnes de divers milieux seront ainsi honorées pour leur contribution au développement de l'urbanisme au Québec. On sait que François s'intéresse à l'évolution des villes depuis de nombreuses années. Il vient de publier, aux Éditions La Presse, un ouvrage collectif remarqué, *Rêver Montréal*.

André Pratte  
Éditorialiste en chef



**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?**

Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

**VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?**

Écrivez-nous à [debats@lapresse.ca](mailto:debats@lapresse.ca)

RÉDACTION 514.285.7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453  
[www.lapresse.ca/abonnement](http://www.lapresse.ca/abonnement)

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363  
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320  
carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

## À BIEN Y PENSER

Malala est en nomination pour le prix Nobel de la Paix. J'ai écouté une partie de son discours à l'ONU. Quelle éloquence! Elle garde le voile, en raison de sa culture, même si elle a reçu une balle à la tête de la part d'intégristes talibans. Est-ce que je veux vivre dans un pays qui empêcherait Malala d'enseigner à mes enfants parce qu'elle porte le voile par choix? Pourquoi empêcher une telle sagesse de se répandre parmi nous à cause d'un voile?

— Luc Bernard, Saint-Lazare

## DÉBATS

## La fuite en avant



ALAIN DUBUC  
COLLABORATION SPÉCIALE  
adubuc@lapresse.ca

Quand on veut régler un problème, il faut d'abord savoir quel est le problème qu'on veut résoudre, il faut ensuite comprendre la nature de ce problème, pour en identifier les causes, ce qui est indispensable pour trouver les bonnes solutions.

Et c'est cette démarche – diagnostic, analyse, solution – qui est absente de la politique économique Priorité emploi déposée par la première ministre Pauline Marois. Je devrais plutôt dire les politiques économiques, parce que ce document comprend en fait deux stratégies collées bout à bout, si différentes l'une de l'autre qu'elles ne semblent pas avoir été écrites par les mêmes personnes.

La première, conçue par des stratèges politiques, avec les élections en tête, propose des mesures immédiates de relance de l'emploi. La seconde porte sur les grands enjeux économiques structurels, dont un volet, la politique industrielle, a été rendu public hier par la ministre Éléonore Gauthier.

*Il aurait été sage de comprendre pourquoi l'emploi baisse au Québec avant de foncer tête baissée et de distribuer des milliards.*

Dans le cas des mesures immédiates, c'est le diagnostic qui manque. Comme je l'ai déjà écrit, on se lance dans une politique de création d'emplois pour résoudre une crise dont on nie l'existence, sinon, comme l'a fait cette semaine le ministre Nicolas Marceau, pour admettre, du bout des lèvres, que « nous ne nions pas qu'il y a des préoccupations quant au marché du travail ».

Il ne s'agit pas d'arracher un aveu au ministre. Mais de comprendre pourquoi l'emploi baisse au Québec. Son explication, le contexte mondial, ne tient pas, puisque l'emploi augmente au Canada. Celle de ses adversaires non plus, les mauvaises politiques péquistes, parce qu'on a observé il n'y a pas longtemps, en 2011, une autre chute brutale de l'emploi pendant le règne libéral. Pourquoi alors? Il aurait été sage de réfléchir à cela avant de foncer tête baissée et de distribuer des milliards.

L'autre stratégie, celle des grandes politiques à long terme – politique industrielle, politique de recherche, exportations – repose heureusement sur un diagnostic lucide, impitoyable même, de l'état de l'économie du Québec. On y voit davantage la marque du ministre Marceau qui, dès son premier budget, identifiait l'insuffisance des investissements privés comme un problème majeur qu'il entendait corriger.

Dans le document Priorité emploi, on souligne ainsi l'existence d'un retard de la productivité. Elle était, en 2012, de 46,60\$ par heure travaillée au Québec, contre 48,50\$ en Ontario et 50,80\$ au Canada. Cet écart n'est pas nouveau, il est chronique. Il ne s'est pas rétréci depuis 2007.

Retard aussi des investissements en machines et matériel, essentiels pour améliorer la productivité: 4474\$ par travailleur au Québec, 5351\$ en Ontario, 5870\$ au Canada. Si le niveau d'investissement québécois égalait celui du Canada, cela représenterait 4 milliards par année.

Retard dans les investissements en logiciels et matériel de télécommunications, un des grands déterminants de la croissance de la productivité: 1265\$ par travailleur au Québec, 1634\$ en Alberta, 1750\$ en Ontario, 1533\$ au Canada, 2832\$ aux États-Unis.

Ce diagnostic précis mène à un objectif ambitieux, accélérer la croissance de la productivité pour qu'elle dépasse la moyenne canadienne. C'est la bonne cible. Mais l'objectif, extrêmement ambitieux, devient irréaliste parce qu'il manque quelque chose, l'analyse, pour expliquer le retard persistant du Québec pour l'investissement et la productivité.

L'absence d'une analyse des causes du retard a un effet sur le choix des solutions. Ce que propose Priorité emploi, c'est une forme de fuite en avant. Pour stimuler la productivité, on propose de nouveaux programmes, de nouvelles subventions, de nouveaux crédits d'impôt, que l'on espère mieux conçus que les précédents.

Le problème, c'est que le Québec est déjà l'endroit où il y a le plus de programmes, de subventions et de crédits d'impôt. Et que cela n'a jamais réussi, en 20 ans, à combler notre retard par rapport au Canada.

## PAUL DESMARAIS 1927-2013

# Une contribution exceptionnelle

### Notre Warren Buffett

Paul Desmarais a été un très grand investisseur, dans la même lignée que Warren Buffett. Sa contribution à l'économie et à la société canadiennes a été exceptionnelle. Il a démontré que les Canadiens français pouvaient réussir en affaires autant que les autres. Il avait une vision et une présence internationale qui ont permis à plusieurs petits actionnaires de s'enrichir comme lui. Et beaucoup de causes et organismes ont bénéficié de sa générosité. C'était un homme d'une grande classe. Espérons qu'il y aura d'autres Paul Desmarais dans le futur.

Bruno Généreux

### Générosité discrète

M. Desmarais a financé une bonne partie de mes études à Harvard dans les années 70. Sans lui, je n'y serais pas allé. Je lui suis encore très reconnaissant. Sa générosité discrète a été un modèle pour moi par la suite.

Louis Caouette

### Père spirituel de la finance

C'est avec tristesse que j'ai appris le décès de M. Desmarais. J'ai toujours admiré son travail, sa droiture, son honnêteté et son intelligence. En tant qu'actionnaire de Power Corporation depuis près de 20 ans, j'ai toujours été en confiance que mon épargne était en sécurité puisqu'elle était investie par un excellent gestionnaire et un visionnaire intègre.

Lorsque M. René Lévesque est mort, le Québec a perdu son père spirituel politique. Avec M. Paul Desmarais, le Québec vient de perdre son père spirituel financier. Mes plus sincères condoléances à sa famille.

Alice Kieran

### Soutien indéfectible aux itinérants

C'est avec grande tristesse que la Mission Old Brewery a appris le décès d'un grand mécène, M. Paul Desmarais. Son soutien indéfectible envers la cause de l'itinérance nous a permis de faire évoluer les programmes et services offerts aux milliers de personnes sans abri de Montréal. C'était un véritable visionnaire. Au nom de nos clients, ainsi que des membres du conseil d'administration et des employés de la Mission, nous tenons à offrir à sa famille nos plus sincères condoléances ».

Matthew Pearce,  
PDG de la Mission Old Brewery

### Un employeur exemplaire

Membre influent de l'establishment canadien, Paul Desmarais accordait de très bonnes conditions de travail aux salariés du journal *La Presse*. À maintes occasions, il a manifesté son attachement au quotidien de la rue Saint-Jacques, symbole par excellence d'une société libre et démocratique.

René Pion, ancien employé de *La Presse*

### Ténacité et réussite

Paul Desmarais est d'abord et avant tout un Canadien français qui représente un bel exemple de ténacité et de réussite. Son engagement en faveur de la cause fédéraliste était entier. Et tout souverainiste que je sois, j'aimais beaucoup sa lutte à visière levée.

Sa réussite aura fait des jaloux et des envieux. *La Presse* a eu la chance de l'avoir à sa tête, lui qui a tant voulu que ce quotidien soit et demeure le plus grand quotidien français d'Amérique par sa qualité. Le Canada est, avec raison, endeuillé.

Armand Gilles

### Mon idole

C'est un moment triste pour le Québec. Le plus grand homme d'affaires du Québec, une légende du monde des affaires, s'est éteint. Il est indéniable que son apport exceptionnel à l'économie et à l'emploi au Canada est attribuable en partie à son leadership et à sa vision. Je suis un jeune entrepreneur et cet homme était mon idole, car il a créé un empire avec, comme seules ressources, sa passion et sa



PHOTO MICHEL GRAVEL, ARCHIVES LA PRESSE

vision. Partir d'une entreprise d'autobus en quasi-faillite à l'âge de 23 ans et construire un empire mondial est plus qu'exceptionnel. Nous nous souviendrons de ce grand homme. Mes condoléances à sa famille et à l'équipe de Power Corporation et ses filiales.

Gabriel Lemieux,  
PDG d'AnimaXion Créateur événementiel inc.

### Une inspiration

À la suite du décès de M. Desmarais, j'entends l'éloge d'un grand bâtisseur et d'un visionnaire de la part de tous. Je partage ce point de vue. Cependant, certains devraient s'en inspirer lorsque vient le temps d'investir des fonds publics dans l'économie. J'ai souvenir que ce grand homme d'affaires a été bien malmené par des institutions québécoises et gouvernementales. Il a subi des revers qui ont peut-être coûté cher au Québec. On lui a reproché d'étendre son empire dans les communications avec une trop grande concentration des médias, ce qui a bloqué l'acquisition de TVA. On a invoqué les mêmes raisons pour refuser à son groupe l'achat de la papetière Domtar, pour fusionner avec la Consolidated-Bathurst. Il vend alors la Consolidated-Bathurst, le fer de lance de son groupe durant des années, et investit dans d'autres secteurs.

L'autre point véhiculé est que M. Desmarais contrôlait le contenu des journaux Gesca. Ceux qui croient que des dirigeants de sa trempe ont le temps et l'intérêt de se mêler des opérations de base d'une entreprise sont bien naïfs ou connaissent mal les rouages de la prise de décisions.

Odette Frigon,  
cadre à la retraite de Saint-Hubert

### Le « Big Boss »

Il y a deux ans, j'ai rencontré M. Desmarais dans l'ascenseur de *La Presse*. Il s'est adressé à moi, sourire en coin, en me demandant si j'avais eu un bon bonus l'année précédente, qui était ma première à *La Presse*. Façon subtile de savoir si je lui avais coûté cher! Devant ma réponse affirmative, il m'a demandé s'il y avait un poste pour lui dans mon département. Je lui ai offert de me faire parvenir son CV, ce qu'il n'a pas dû faire souvent dans sa vie! C'est assez stressant de tenter de faire rire le « Big Boss » quand, par surcroît il s'avère être un des hommes les plus puissants au pays, mais j'ai réussi à lui arracher un sourire! Mes condoléances à toute la famille Desmarais.

Louis-Martin Héault,  
conseiller publicitaire à *La Presse*

### Une influence exceptionnelle

Le milliardaire Paul Desmarais est décédé avec une fortune estimée à

environ 4,5 milliards de dollars. Ce spécialiste des réseaux d'affaires a su cultiver des contacts dans tous les milieux et a reçu la Grand-croix de la Légion d'honneur du président français Nicolas Sarkozy, qui lui doit en partie son élection. Personne n'a eu une telle influence sur le fonctionnement des entreprises de son pays, à part peut-être Madame Thatcher.

Michel Gourd

### Un homme de convictions

M. Paul Desmarais aura été sa vie durant un être de convictions. Il n'était pas au service de l'argent, mais l'argent était à son service. Partir de si bas pour en arriver un jour à construire un tel empire industriel et financier relève des scénarios de films à la Disney. Sa conjointe, sa famille, ses amis, la vie, voilà ce qui était sacré pour lui. Et il y aura toujours eu ce Canada auquel il croyait jusqu'au plus profond de lui-même et ce Québec pour lequel il avait un respect et un amour inconditionnels. Desmarais, voilà un nom maintenant reconnu en ce pays, un nom bien d'ici et qui illustre que le potentiel n'a rien à voir avec nos origines.

Jacques P. Morin, Saint-Hyacinthe

### Esprit philanthropique

L'esprit philanthropique de Paul Desmarais était bien connu. J'aimerais souligner sa contribution il y a cinq ans à la reconstruction à l'identique de l'orgue classique français qui avait été installé en 1753 dans la cathédrale de Québec puis disparu, six ans plus tard, sous les bombes du siège de la ville. Grâce à lui et à quelques mécènes, on peut réentendre régulièrement, dans la chapelle du Musée de l'Amérique francophone, les musiques d'orgue de la Renaissance et du baroque, et donc de notre régime français.

Hubert Laforge

### Un modèle à suivre

Paul Desmarais a amassé une fortune colossale sur trois continents à partir d'une petite compagnie d'autobus au bord de la faillite. Les tonnes de décisions d'investissement qu'il a prises durant sa vie mériteraient d'être analysées tant elles ont été judicieuses. Elles ont été suivies d'une gestion aussi exemplaire, car M. Desmarais ne spéculait pas pour le plaisir de spéculer, il était essentiellement un bâtisseur. Un modèle à suivre pour des milliers de gens d'affaires. Homme très réservé qu'on ne voyait jamais, il était pourtant l'ami des grands autant chez nous qu'en France, en Belgique, aux États-Unis et en Chine. Peu de Québécois auront fait autant honneur aux siens que lui en cette ère de la mondialisation.

Michel Magnant

## DÉBATS

## J'appuierai sur la seringue si...



**DAVID LUSSIER**  
L'auteur est  
médecin gériatre.

Le projet de loi 52 sur les soins de fin de vie est actuellement étudié en commission parlementaire. Plusieurs associations médicales ont donné leur appui au projet de loi, incluant le Collège des médecins du Québec et les Fédérations des médecins omnipraticiens et des médecins spécialistes du Québec.

Cependant, alors que leurs représentants appuient le projet, plusieurs groupes de médecins s'opposent fortement à toute forme d'euthanasie. À un point tel que

Après réflexion, je peux maintenant affirmer que « oui, je pousserai sur la seringue. MAIS... et SI... ».

MAIS pas pour les patients que je traite actuellement. Premièrement, même s'ils souffrent beaucoup et souhaitent parfois une mort passive, aucun n'a jamais manifesté de désir d'euthanasie. Ou si c'a été le cas, ils ont rapidement changé d'idée lorsque leur douleur et leur dépression furent mieux contrôlées.

Deuxièmement, et principalement, même si leur espérance de vie est limitée vu leur âge et que leur douleur est « grave et incurable », leur état n'est certes pas terminal. Selon le projet de loi, ils ne seraient donc

au projet de loi effraient inutilement la population en faisant craindre une euthanasie massive, souvent contre le gré de la personne. Je suis persuadé que ça ne se produira pas.

Oui, je pousserai sur la seringue. MAIS après m'être assuré que ce n'est pas un désir passager, motivé par un découragement et épuisement temporaire, fréquents et attendus dans le cadre d'une maladie grave. Après m'être assuré que toutes les approches thérapeutiques ont été tentées sans succès pour soulager la douleur et la souffrance.

Avec les moyens dont nous disposons, seul un très petit nombre de patients n'est pas soulagé adéquatement en fin de vie. Ce n'est que pour ceux-là que je pousserai la seringue, ce qui soulagera leur souffrance et n'abrègera leur vie que de quelques jours ou quelques semaines, durant lesquelles la qualité de vie aurait été absente.

Oui, je pousserai la seringue SI, après discussion et évaluation approfondies, la personne y consent de façon libre et éclairée. Certains croient qu'on devrait pouvoir consentir à l'aide médicale à mourir par le biais de directives anticipées, pour l'obtenir lorsque la maladie ou une démence sévère nous empêcheront d'y consentir. Toutefois, les souhaits émis alors qu'on est bien portant changent souvent lorsqu'on est malade. Un état qui nous paraissait inacceptable lorsque bien portant est mieux accepté lorsqu'on s'y adapte progressivement. Permettre l'aide médicale à mourir par le biais de directives anticipées ou de consentement d'un proche ne ferait qu'attiser les

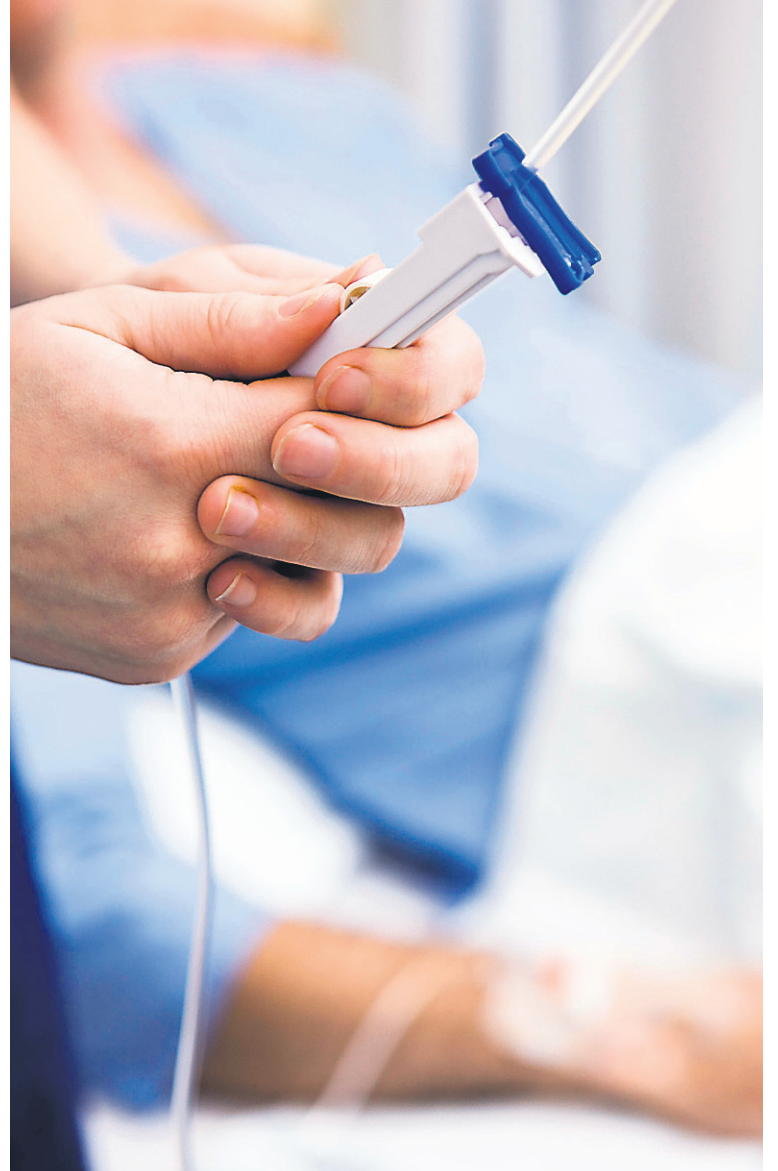


PHOTO D'ARCHIVES

Alors que leurs représentants appuient le projet de loi sur les soins en fin de vie, plusieurs groupes de médecins s'opposent à toute forme d'euthanasie.

craintes et arguments fallacieux des opposants.

Oui, je pousserai sur la seringue SI ces conditions sont respectées, car il est du devoir du médecin de soulager la souffrance de son patient avec tous les

moyens mis à sa disposition et de respecter ses volontés si justifiées médicalement. En respectant les conditions énumérées au projet de loi, le recours à l'aide médicale à mourir devrait être exceptionnel.

Seul un très petit nombre de patients n'est pas soulagé adéquatement en fin de vie. Ce n'est que pour ceux-là que je pousserai la seringue.

certaines se demandent si, si le projet devient loi, il y aura des médecins prêts à respecter les demandes des patients et à « pousser sur la seringue » aidant le patient à mourir. Ceci même si, dans le cadre de sondages menés entre autres par la FMSQ, une majorité de médecins se sont prononcés en faveur d'une légalisation de l'euthanasie.

Je suis médecin gériatre, avec formation complémentaire et expertise en soins palliatifs et douleur chronique. Ma pratique se fait presque exclusivement auprès de personnes (souvent très) âgées avec une souffrance physique sévère, entraînant souvent une souffrance psychologique.

pas (et ne devraient pas, à mon avis) être « éligibles » à l'aide à mourir.

Je crois d'ailleurs, à l'instar de plusieurs intervenants, que la « fin de vie » devrait être mieux précisée dans le projet de loi, pour éviter les interprétations erronées et rassurer ceux qui s'inquiètent des dérives observées en Belgique, où des patients avec souffrance physique (ex. fibromyalgie) ou psychique non associée à une maladie terminale ont été euthanasiés. Ceci ne se produira pas au Québec, pas plus d'ailleurs que pour ceux avec maladie neurologique dégénérative qui ne sont pas en fin de vie.

Motivés par des idéologies non médicales, les opposants

## RÉPLIQUE

## Changement de culture



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**  
Ministre  
responsable  
de la Métropole,  
l'auteur réagit  
à la chronique  
de Vincent

Marissal intitulée « Montréal, la Cour des Miracles », qui a été publiée lundi dernier.

En tant que ministre responsable de la Métropole, j'étais très heureux de ne trouver nulle trace, dans la chronique de Vincent Marissal, des récriminations montréalaises entendues lors de notre arrivée au pouvoir il y a un an. Elles allaient comme suit: Québec ne fait rien pour Montréal, Québec reporte constamment ses annonces, Québec n'écoute pas les priorités locales.

M. Marissal, en effet, nous reproche plutôt d'agir trop et trop vite pour Montréal. Voilà un changement bienvenu, résultat du travail accompli depuis un an pour accélérer la réalisation des projets montréalais. Renaissance de l'îlot Voyageur, lancement du Campus Outremont

en transport, au sujet de notre annonce de réaliser d'avantage de voies réservées en trois ans dans la métropole que pendant les 30 années précédentes. C'est pourtant à l'unanimité que les maires de l'agglomération réclament ces voies depuis 2008 et les tracés annoncés sortent des cartons des Sociétés de transport, dont les CA sont majoritairement composés de représentants des villes. Le changement? Notre décision de financer à 100 % (plutôt qu'à 75 %) ces infrastructures, répondant ainsi à une autre demande métropolitaine unanime: l'augmentation du financement de Québec pour ces projets.

Avons-nous, en livrant une marchandise demandée depuis des lustres par tous les élus, court-circuité les programmes des candidats actuels? Au contraire: nous avons annoncé que toutes les propositions déposées d'ici 14 mois par les nouvelles administrations seront admissibles à ce programme bonifié.

Pour le métro, la chose est encore plus simple. Le prolongement des lignes répond



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Le gouvernement péquiste devrait-il se garder de multiplier les annonces concernant la métropole pendant la course à la mairie?

impliqués dans ces questions, y compris des représentants de la Ville de Montréal qui y ont contribué des idées et en sont signataires. Les mesures intérimaires annoncées par la Ville en juin ont été inspirées du travail du comité, un représentant de la ville participait au dépôt du rapport et j'ai annoncé que le gouvernement agira par la suite en concertation avec la future administration.

Il est certes bon de dénoncer le « manque de coordination chronique » qui existait naguère entre le gouvernement du Québec et la métropole. Je m'astreins depuis un an à instaurer un changement de culture pour assurer un dialogue constant, malgré les changements de personnel politique inopinés à l'hôtel de ville. J'ai la faiblesse de penser que nous avons déjà fait de grands progrès, y compris spécifiquement sur certains des sujets (pas tous) évoqués par le chroniqueur.

Je compte partir du bon

pied avec la future administration. J'ai rencontré chacun des candidats les plus sérieux et ai évoqué avec eux la perspective d'organiser, début 2014, un Rendez-vous de la métropole où les nouveaux

élus, le gouvernement québécois et les grands acteurs de la vie métropolitaine se donneront une feuille de route commune pour les trois années qui nous conduiront à l'anniversaire de 2017.

## Vaudrait mieux attendre

Monsieur le Ministre,

Je ne doute nullement de votre dévouement pour Montréal, particulièrement en matière de transports et de logements, deux sujets cruciaux, mais je crains que votre empressement et vos interventions fréquentes en pleine campagne électorale municipale ajoutent à la confusion ambiante. Je note dans ma chronique, tel est son objet, que la juxtaposition des campagnes (celle, officielle, à la mairie et celle, officieuse, au provincial) se traduit, pour les Montréalais, par une surenchère d'annonces disparates et qu'il vaudrait mieux, en ce sens, les laisser d'abord choisir leur nouvelle administration. Prenez l'intervention de votre gouvernement dans le dossier du centre de compostage Saint-Michel, dont vous ne parlez pas ici. Même la petite ministre a admis que le gouvernement aurait dû se garder une petite gêne. Là, nous sommes d'accord. Quant au projet de charte des « valeurs québécoises », rejetée unanimement par la classe politique montréalaise, vous n'en dites pas un mot, même si je vous soupçonne de savoir fort bien que ce sera un point de discorde majeur dans les relations Québec-Montréal.

Vincent Marissal

de l'UdeM et de la Cité de l'innovation avec l'ETS et McGill, Maison Wilder de la danse, Immeuble des ateliers d'artistes dans le Mile-End, déblocage des budgets de l'Espace pour la vie et réinvestissement dans la Place des Arts, désenclavement du Port de Montréal, et j'en passe.

Le chroniqueur nous reproche d'avoir agit trop tôt et sans consulter les élus municipaux dans trois dossiers. D'abord

à une demande unanime des maires de la CMM et nous nous sommes assurés qu'aucun des principaux candidats n'y était opposé.

Sur le sujet essentiel de la rétention des familles à Montréal, M. Marissal se demande comment je compte m'y prendre depuis ma « tour d'ivoire à Québec ». J'ai confié la production du rapport Montréal= Famille aux Montréalais les plus

# Des militantes saoudiennes appuient sur l'accélérateur

Des femmes entendent braver collectivement l'interdiction de conduire

AGENCE FRANCE-PRESSE

RIYAD — De plus en plus de femmes prennent le volant dans le royaume saoudien, bravant l'interdiction de conduire que des militantes entendent défier par une action collective le 26 octobre, selon des témoignages.

Une vidéo mise en ligne sur les réseaux sociaux montre une femme au volant de sa voiture dans les rues de Riyad, conductrice que d'autres automobilistes encouragent en levant le pouce.

Sur une autre vidéo apparaît une femme qui, au volant d'une voiture, annonce avoir décidé pour la première fois d'aller chercher ses enfants à l'école.

Une militante, Kholoud al-Fahd, a déclaré que «plusieurs jeunes filles se mettent désormais au volant de leur voiture sans se faire filmer».

«J'en ai vu une hier à Khobar [Est]. Cela est devenu presque acceptable et ne suscite plus de rejet comme auparavant», a-t-elle ajouté.

Des habitants ont indiqué que la présence d'automobilistes femmes était devenue fréquente notamment à Jeddah, la capitale économique du pays, une ville plus ouverte socialement que d'autres régions du royaume ultraconservateur.

Des militantes saoudiennes ont appelé les femmes à prendre le volant le 26 octobre dans le cadre d'une campagne lancée sur les réseaux sociaux. L'Arabie est le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire.

Les militantes affirment que le fait de conduire ne contrevient pas à la charia, la loi islamique invoquée dans les milieux



Des militantes saoudiennes ont appelé les femmes à prendre le volant le 26 octobre dans le cadre d'une campagne lancée sur les réseaux sociaux.

conservateurs partisans de l'interdiction.

Mardi, trois femmes membres du Majlis al-Choura, le conseil consultatif du royaume, ont déposé une recommandation pour une levée de l'interdiction de conduire faite aux femmes.

«J'en ai vu une [une femme conduire] hier à Khobar. Cela est devenu presque acceptable et ne suscite plus de rejet comme auparavant.» — Kholoud al-Fahd, Saoudienne

L'une d'elles, M<sup>e</sup> Latifa Chaalane, a expliqué qu'«il n'y a pas de loi qui interdise à la femme de conduire. C'est une question de tradition», a-t-elle dit.

Mais le Majlis n'a pas retenu cette recommandation lors d'un débat, hier, sur les activités du ministère du Transport, a rapporté l'agence officielle Spa.

La recommandation, présentée lors du débat par l'un de ses trois auteurs, «ne relève pas des

compétences du ministère du Transport», a déclaré le porte-parole du Majlis, Mohamed Ben Abdallah al-Mohanna, cité par Spa.

Le Majlis al-Choura, dont les 150 membres sont nommés par le roi, n'a pas le droit de légiférer et se contente de conseiller le gouvernement sur les politiques générales du pays.

Mais c'est la première fois que des femmes, parmi les 30 Saoudiennes ayant fait leur entrée en février au Majlis, entreprennent une action officielle auprès de cette instance pour défendre le droit de la femme de conduire.

L'Arabie saoudite applique une version rigoureuse de l'islam. Les femmes doivent voyager sans être accompagnées d'un membre masculin de leur famille.

## Irak Appel à mettre fin aux exécutions

Quarante-deux personnes condamnées à mort pour terrorisme ont été exécutées en Irak au cours de la semaine écoulée, a annoncé hier le ministre irakien de la Justice, malgré les appels internationaux à mettre un terme à cette pratique. Ces exécutions portent à 132 le nombre de personnes mises à mort en Irak depuis le début de l'année, un chiffre d'ores et déjà supérieur à celui de 2012 (129). Vingt-trois personnes avaient été exécutées en septembre, dont 20 pour terrorisme. Les Nations unies, Amnistie internationale et d'autres ONG se sont «alarmées» ces derniers mois de l'augmentation du nombre d'exécutions en Irak, et ont appelé les autorités à commuer les condamnations à mort en peine de prison ou à déclarer un moratoire.

— AFP

## Fukushima Décontamination «insuffisante»

La décontamination radioactive de villes voisines de la centrale accidentée de Fukushima est «insuffisante» pour autoriser des habitants à revenir, a estimé hier Greenpeace. Selon une des mesures effectuées par cette organisation ce mois-ci, des niveaux élevés de rayonnement persistent dans le quartier Miyakoji de la ville de Tamura située à moins de 20 kilomètres de la centrale Fukushima Daiichi. Les autorités discutent actuellement d'une levée de l'interdiction de résider dans cette zone, prenant en compte la forte demande de nombreux ex-résidents et la décontamination des habitations.

— AFP

3 novembre 2013

Élection Montréal

jevotepourmaville.ca

JE VOTE  
POUR MA VILLE

Montréal

ÉLECTION GÉNÉRALE • DIMANCHE 3 NOVEMBRE 2013

## PROLONGATION DES HEURES DE RÉVISION

Avis est donné aux électeurs de la Ville de Montréal que :

La liste électorale a été déposée aux archives de la Ville de Montréal le 23 septembre 2013. Elle fait présentement l'objet d'une révision avant de servir à l'élection générale.

Il est encore possible de consulter la liste électorale et présenter des demandes d'inscription, de radiation ou de correction à la commission de révision prolongée de votre choix aux dates et aux heures suivantes :

**Vendredi 11 octobre**  
— de midi à 20 h  
**Samedi 12 octobre**  
— de midi à 18 h  
**Dimanche 13 octobre**  
— de midi à 18 h  
**Mardi 15 octobre**  
— de midi à 20 h  
**Mercredi 16 octobre**  
— de midi à 20 h  
**Jeudi 17 octobre**  
— de midi à 20 h

Les commissions de révision prolongées siègent aux endroits suivants :

ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE

BUREAU D'ÉLECTION  
5995, boulevard Gouin Ouest  
Bureau 200

ARRONDISSEMENT D'ANJOU

MAIRIE D'ARRONDISSEMENT  
7701, boulevard Louis-H.-La Fontaine

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

BUREAU D'ÉLECTION  
6555, chemin de la Côte-des-Neiges  
Bureau 390

ARRONDISSEMENT DE VERDUN

BUREAU D'ÉLECTION  
4555, rue de Verdun  
Bureau 302

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

LE PARCHEMIN  
505, rue Sainte-Catherine Est  
Métro Berri-UQAM  
Corridor Sainte-Catherine

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

BUREAU D'ÉLECTION  
505, rue Jean-Talon Est  
Sous-sol

Afin de permettre au plus grand nombre possible d'électeurs de présenter une demande de révision, la commission de révision suivante, siégera le mercredi 16 octobre, de midi à 22 h :

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

BUREAU D'ÉLECTION  
505, rue Jean-Talon Est  
Sous-sol

Montréal,  
Le 11 octobre 2013

Yves Saindon, avocat  
Président d'élection

514 872-VOTE (8683)  
jevotepourmaville.ca

## Problèmes de digestion? Voici la solution par excellence!

ACTI-BILE

Peut jouer un premier rôle pour vous;

ACTI-BILE

Un produit pleines plantes;

ACTI-BILE

Oui, tirez profit d'Acti-Bile aux plantes vertes jumelées aux multi-effets;

ACTI-BILE

Oui, stimule la sécrétion biliaire du foie, c'est pour ça qu'il a été conçu... pas par nous... par la nature, par la force qui est souvent oubliée;

ACTI-BILE

Respecte Dame Nature par ses ingrédients qui reflètent le rôle que cette alliée peut jouer pour nous.

AIDE À LA DIGESTION DES GRAISSES ET FAVORISE L'ÉVACUATION DE LA BILE

2 BOÎTES POUR LE PRIX D'UNE SEULE



EN VIGUEUR DU SAMEDI 12 OCTOBRE AU JEUDI 17 OCTOBRE 2013\*

www.acti-bile.com

ACTI-BILE

Produit de santé homologué: NPN: 00810398

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal  
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC  
418 686-1266

Vitavie au naturel  
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières  
Commandes postales: 819 378-7777

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1600, Le Corbusier (Centre Laval)  
450 688-5455

Boutique Luc Mathieu  
2622, rue King Ouest  
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke  
819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau  
819 770-3645

Néo-Santé  
495, rue St-Georges, St-Jérôme  
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno  
450 653-6009

Boutique Luc Mathieu  
227, rue Principale ouest, Magog  
Commandes postales 819 868-3368  
Ligne sans frais 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
Galeries Rive-Nord  
100, boulevard Brien, Repentigny  
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu  
104, route du Président-Kennedy, Lévis suite 100  
Commandes postales 418 833-5933  
Lignes sans frais 1 877 833-5933

Vitavie au naturel  
3333, du Carrefour Promenade, Beauport  
418-667-0070

Santé en direct, ligne ouverte avec  
Johanne Verdon sur les ondes CILV 1570 AM  
samedi et dimanche de 8h à 11h

En rediffusion, mercredi de 11h à 12h  
450-680-1570  
1-866-895-3142

Ferti 2000  
Commandes postales  
Tél. : 514 272-1365  
Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Lundi au vendredi : 9h à 17h  
Samedi et dimanche : 8h30 à 17h

\* Jusqu'à épuisement des stocks

## ACTUALITÉS

Poursuite de 26 millions d'Adil Charkaoui

## Ottawa refuse de fournir l'écoute électronique

FABRICE DE PIERREBOURG

Le gouvernement canadien refuse de communiquer à Adil Charkaoui un nombre « indéterminé de documents », incluant des centaines d'écoutes électroniques et des rapports de filatures, que le Montréalais soupçonné de terrorisme jusqu'en 2009 réclame dans le cadre de sa poursuite en dommages et intérêts de 26 millions de dollars.

C'est le prix fixé par le Montréalais en réparation des préjudices subis, violation de ses droits constitutionnels, « arrestation et détention illégales », atteinte à la réputation, et le fait qu'il est « stigmatisé à jamais ».

Sauf que les procédures dans le cadre de cette poursuite importante s'annoncent déjà longues et parsemées d'obstacles.

Dans leur requête débattue en Cour supérieure hier, les procureurs du gouvernement arguent notamment que la demande d'Adil Charkaoui en vue d'obtenir ces pièces est « disproportionnée et excessive », au point d'empêcher un ciblage précis des « documents qui sont demandés ».

« C'est une recherche à l'aveuglette, sans oublier les difficultés d'ordre pratique », dit M<sup>e</sup> Pierre Saloie. À titre d'exemple, on dénombrait 1500 conversations enregistrées pour un total de 270 heures.

On invoque aussi certains « renseignements sensibles » pouvant porter atteinte à la sécurité nationale.

Adil Charkaoui a été arrêté en 2003 en vertu d'un certificat de sécurité. Les autorités canadiennes affirmaient « avoir des motifs raisonnables de croire » que le Montréalais « était membre d'une organisation terroriste [...], constituait un danger pour le Canada » et « avait discuté de la planification d'attentats terroristes ».

Son certificat a finalement été révoqué en octobre 2009 après que le gouvernement canadien eut retiré des éléments de preuve. Il craignait un « préjudice possible à la sécurité nationale » pouvant « résulter » de leur divulgation.



PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE

Le certificat de sécurité à l'encontre d'Adil Charkaoui (au centre) a été révoqué en 2009.

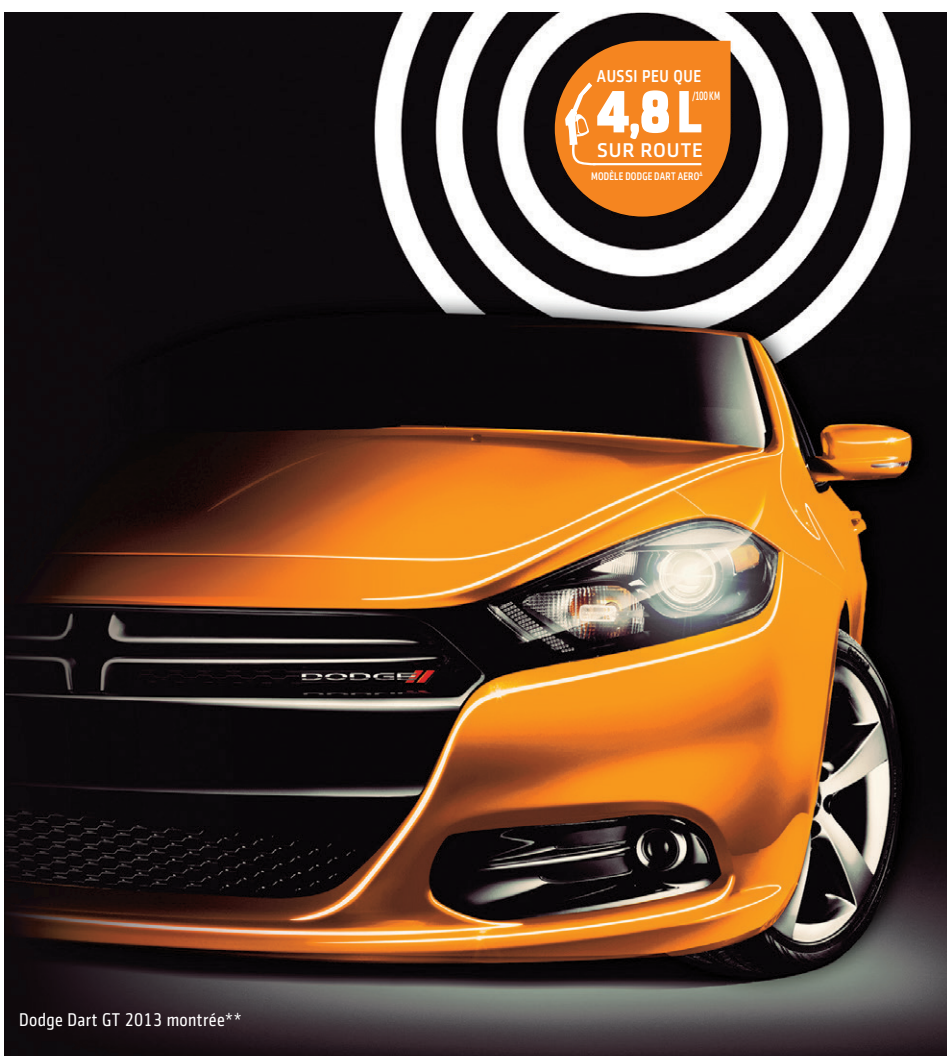
Ce sont justement ces informations « essentielles [...] qui ont servi à l'origine à étayer le certificat de sécurité » que les deux avocates de Charkaoui réclament.

M<sup>es</sup> Doyon et Brisson ont martelé que leur demande est « pertinente [...] directement reliée au litige » et « vaste » mais « détaillée » et n'a rien de « vague » car déjà « circonscrite » lors des procédures entourant le certificat de sécurité.

En mai dernier, le Canada a contre-attaqué en déposant pour sa défense des informations embarrassantes.

On y évoque une discussion interceptée dans laquelle une personne connue des services de renseignement « relayait une conversation préoccupante avec un "Adil" au cours de laquelle ce dernier aurait évoqué une possible attaque biochimique contre le métro ». Le document cite aussi un projet d'attentat contre un avion (un vol Air France Montréal-Paris).

Si le juge Louis Lacoursière donne raison à Adil Charkaoui, la cause se transportera en Cour fédérale. C'est cette instance qui est habilitée à statuer sur la divulgation de preuves considérées comme sensibles pour la sécurité nationale.



Dodge Dart GT 2013 montrée\*\*

VISEZ DANS LE MILLE

AVEC LA

DART

CONÇUE POUR SURPASSER VOS ATTENTES ET NON VOTRE BUDGET



DODGE DART SE 2013

LA VOITURE LA PLUS ÉVOLUÉE DE SA CATÉGORIE SUR LE PLAN TECHNOLOGIQUE\*

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE **48 \$** PAR SEMAINE POUR 96 MOIS FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

OU

PRIX TOUT INCLUS À PARTIR DE :

**16 995 \$** LE PRIX COMPREND LES FRAIS DE TRANSPORT DE 1 695 \$.

OU OPTEZ POUR

FINANCEMENT À L'ACHAT **0 %** POUR 36 MOIS ET AUCUN ACOMPTÉ



Dodge Dart Limited 2013 montrée\*\*



De vraies bonnes affaires. En temps réel.

Visitez le [www.dodge.ca/offres](http://www.dodge.ca/offres) pour obtenir des renseignements sur les offres spéciales, les incitatifs et les stocks du concessionnaire le plus près de chez vous\*.

**Le consommateur avisé lit les petits caractères :** \*, \*\*, †, ‡, §, ¶, ††, †††. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1<sup>er</sup> et le 31 octobre 2013 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 695 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Aucuns frais supplémentaires ne seront ajoutés aux prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre ou financer à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. † Le prix d'achat s'applique à la Dodge Dart SE 2013 (PFDH41 + 25A) : **16 995 \$**. ‡ Les taux de financement à l'achat de 0 % pour 36 mois ou de 3,99 % pour 96 mois sont offerts aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia et Financement Auto TD et sont applicables à la nouvelle Dodge Dart SE 2013 (PFDH41 + 25A). Exemples : Dodge Dart SE 2013 (PFDH41 + 25A) avec un prix d'achat de **16 995 \$** financé à un taux de 0 % pour 36 mois sans aucun acompte (0 \$) équivaut à 78 paiements sur deux semaines de 217,88 \$, aucuns frais de crédit et une obligation totale de 16 995 \$; Dodge Dart SE 2013 (PFDH41 + 25A) avec un prix d'achat de **16 995 \$** financé à un taux de 3,99 % pour 96 mois sans aucun acompte (0 \$) équivaut à 416 paiements par semaine de 47,74 \$, des frais de crédit de 2 862,92 \$ et une obligation totale de 19 857,92 \$. \*\* Prix de la Dodge Dart GT 2013 montrée (PFD541 + 275) : **24 850 \$**. Prix de la Dodge Dart Limited 2013 montrée (PFD541 + 24L) : **25 100 \$**. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. † Données établies selon des méthodes d'essai approuvées par le gouvernement du Canada et basées sur le Guide de consommation de carburant 2013 de Ressources naturelles Canada (RNCAN). Cote de consommation de carburant pour le modèle Dodge Dart Aero 2013 avec le moteur turbo 1,4 L à transmission manuelle. Cote de 7,3 L/100 km en ville. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme ÉnergieGuide. † Selon la catégorie de Ward's des petites berlines de gamme supérieure 2013 coûtant moins de 25 000 \$. † Selon le Programme d'évaluation des nouvelles voitures utilisé par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) ([www.safercar.gov](http://www.safercar.gov)). † De vraies bonnes affaires. En temps réel. Utilisez votre appareil mobile pour construire le modèle de votre choix et en obtenir le prix. †† Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. ††† Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. **Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • RAM**

LA PRESSE

PARTENAIRE DU SUCCÈS DE SES ANNONCEURS

REPORTAGE PUBLICITAIRE

## Boutique 5e avenue célèbre ses 25 ans et inaugure son nouvel espace!

Récemment, avait lieu l'événement privé « SOIRÉE TAPIS ROUGE » lors duquel plusieurs clientes et personnalités de l'industrie de la mode et du milieu artistique ont été invitées à célébrer le 25e anniversaire de la Boutique 5e Avenue. Des invités de marque étaient présents dont Marie Saint Pierre, Jean-Claude Poitras, Louise Lecavalier et France Castel. Une soirée mémorable où convivialité et plaisir étaient au rendez-vous!

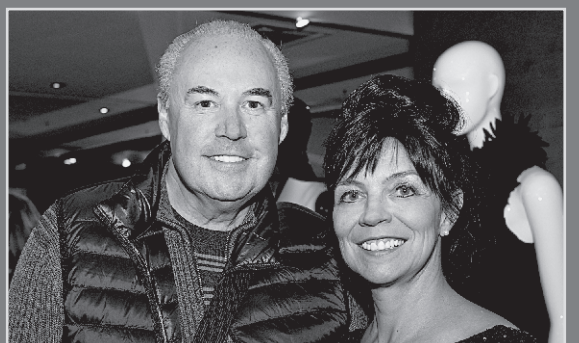
Destination mode incontournable, la Boutique 5e avenue est maintenant installée au 371 Laurier Ouest dans un nouvel espace de 3 000 pieds carrés signé Christian Bélanger Design, récipiendaire de plusieurs prix. L'espace tout en lignes et en miroirs possède un coin privé « tapis rouge » pour le confort et l'intimité des essayages. En résumé on peut dire plus d'espace, plus de choix, plus de confort et toujours autant de classe.

LA boutique multimarques qui se démarque! Pour la femme consciente de SA mode.

Surveillez les soirées 5AV 7 ainsi que les futurs défilés et événements à venir.



Dans l'ordre habituel, Mme Louise Lecavalier, Danielle Gélinas, propriétaire de la boutique 5e Avenue, et Mme France Castel



Monsieur Jean-Claude Poitras et Mme Danielle Gélinas

CRÉDIT PHOTO : FRANÇOIS DESAULNIERS

5AV

Facebook.com/boutique5eavenuelaurier